

Dictionnaire
de la mouvance droitiste et nationale
de 1945 à nos jours

Jacques Leclercq

Dictionnaire
de la mouvance droitiste et nationale
de 1945 à nos jours

L'Harmattan

Je dédie cet ouvrage à mon cher fils, Fabien.

Je tiens à remercier la poignée d'amis qui m'ont aidé
et soutenu dans cette démarche atypique :
Gilles, Michel, Philippe, Thierry.

© L'Harmattan, 2008
5-7, rue de l'École polytechnique ; 75005 Paris
<http://www.librairieharmattan.com>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr
ISBN : 978-2-296-06476-8
EAN : 9782296064768

AVERTISSEMENT AUX LECTEURS

Cet ouvrage a été le fruit de longues recherches, qui ont débuté à l'orée des années soixante-dix.

Maints livres ont déjà été consacrés à ce camp politique, le plus souvent relatant la vie du Front national.

Ma démarche vise à fournir un document original et utilitaire. Aussi, l'idée d'un dictionnaire où figure l'ensemble des acteurs concernés s'est progressivement imposée. Un ouvrage dédié à "La Droite de la Droite" au sens large, en y incorporant les formations plus radicalisées que les partis qui constituent la Droite parlementaire actuelle. Il s'agit d'une sphère occupant un large espace sur l'échiquier politique.

Volontairement, cette étude ne concerne que la France et l'Outre-mer.

La méthodologie empruntée a entraîné l'auteur à citer un certain nombre de données, telles que des noms et des adresses. Elle permet au lecteur de connaître qui sont les hommes et les femmes ayant animé les formations, et de pouvoir constituer une véritable cartographie de l'implantation des groupes durant une période donnée. Cette énumération respecte le cadre fixé depuis le début de l'étude: se situer dans une approche purement scientifique.

L'infime, le micro-groupuscule, est traité à pied d'égalité avec les grandes formations. Naturellement, les détails cités ont évolué: bien des adresses, des pseudonymes, des personnages ont disparu ou ont changé. Et puis nous sommes parfois dans un (petit) monde des ténèbres où la pratique de la dissimulation côtoie une certaine tendance à la mégalomanie. N'oublions pas aussi le goût du secret et de ses services en tous genres, qui peut altérer la qualité des informations présentées.

Ces adresses et noms correspondent à une donnée précise dans l'histoire, et ne sauraient demeurer forcément valides avec le facteur temps. Il n'en reste pas moins que tout ceci appartient au domaine du public, car consultables par le chercheur et le lectorat avisé des publications des courants. Plus précisément, les adresses sont parfois uniquement des boîtes aux lettres; s'il en figurent plusieurs pour la même entité, cela signifie une évolution dans le temps de sa localisation..

Quant à la notion de "passerelle" avec l'extrême-droite, il faut entendre par ce terme tous les mouvements qui ont été à l'occasion le lieu d'échanges entre la droite traditionnelle et parlementaire, et les courants qui prennent la dénomination de "nationaux", "droitistes", "d'extrême-droite", de "droite extrême", de "nationaux-populaires", "suprémacistes", "ethno-différentialistes", "patriotes", de "socialistes-nationaux", "royalistes", "monarchistes", "solidaristes", "identitaires" ou de "nationalistes". Pour autant, il ne s'agit aucunement de se livrer à l'amalgame, mais de recenser les tendances et groupes constitués ayant eu des interactions à un moment donné avec d'autres groupes ou individus classables avec les courants en question, sans émettre le moindre jugement de valeur. Un parcours commun peut être l'oeuvre

d'un seul personnage, et de surcroît éphémère, et il serait injustifié d'en déduire une affiliation avec un des multiples courants de l'extrême-droite. Par ailleurs, le classement des groupes situés "à droite de la droite" peut évoluer selon les périodes analysées et le contexte de l'environnement politique de l'instant. Peu de formations en France entendent porter cette appellation, car lourde à assumer. D'ailleurs, certains partis réfutent l'étiquette d'extrême-droite et le font savoir publiquement.

Ceci pourrait d'ailleurs être appliqué à l'autre extrême, mais les règles déontologiques sont alors moins pénalisantes, l'image de la révolution sociale ou/et politique bénéficiant d'un large crédit, comme l'illustre l'utilisation massive de l'image du "Che" Guevara dans les rangs des militants de gauche et non pas exclusivement gauchisants (et sa duplication dans certains groupes de l'autre bord), sans évoquer la chanson de variété et la communication externe représentée par la publicité et le marketing. On ne verra sans doute pas par les temps qui courent le même phénomène, dans sa massivité, pour promouvoir l'image d'un José Antonio de Rivera...

En définitive, ce sont soixante ans d'histoire politique répertoriée, et le combat de centaines de milliers de militants évoqué...

A propos des abréviations utilisées, le lecteur profitera de l'index des groupes étudiés, placé en fin de volume.

Toutefois, voici quelques sigles à connaître :

- s. o. : service d'ordre
- b. p. : bureau politique
- c. c. : comité central
- n. r. : national-révolutionnaire
- n. s. : national-socialiste.

Les dernières mises au point des notices de ce dictionnaire sont à jour à juillet 2007. Elles débutent à la Libération.

Il va sans dire que ce travail demeure largement perfectible, et qu'en conséquence toute contribution ou appréciation sur les faits décrits seront les bienvenus et permettront d'enrichir une édition ultérieure de ce dictionnaire.

Dictionnaire

A

AAARGH

Site révisionniste français antisémite qui se fait domicilier à Chicago afin d'éviter la répression.

C'est en réalité un acronyme qui signifie Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerres et d'Holocaustes. Fondé en 1996, ce site ouvertement négationniste, traduit en huit langues, est le premier en la matière, et l'on peut y télécharger à titre non-onéreux des textes comme ceux proposés par Akribeïa. Huit associations assigneront en référé les hébergeurs américains, en vue de profiter d'une loi votée en 2004 sur les *"dommages occasionnés par le contenu d'un service de communication au public en ligne"*, et l'accès au site tend à se diversifier en 2005 pour fuir la répression. Ginette Skandrani, cofondatrice des Verts, sera exclue le 1^{er} juin 2005 de son parti pour avoir notamment fréquenté ce site ; la direction du parti écologiste lui reprochera de s'allier avec des révisionnistes et antisémites, faits qu'elle contestera d'ailleurs. Sera exclu également un autre fondateur du parti, Jean Brière, exclu en 1991 pour un texte jugé par trop ambigu sur l'État d'Israël.

La Justice ordonnera le 13 juin 2005 à dix fournisseurs d'accès à l'internet de *"mettre en œuvre toutes mesures propres à interrompre l'accès à partir du territoire français"* au site. Toutefois, les trois sociétés américaines n'accepteront pas toutes de renoncer à l'héberger, l'une d'elle refusant cette concession. Enfin, le lecteur de *Rivarol* en date du 15 juillet découvrira l'existence de sites "anonymiseurs", permettant par exemple d'atteindre ce site en procédant comme suit : *"ainsi, on peut se rendre, par exemple, à "http://anonymizer.com" et taper, en haut et à droite, sur la ligne "Free private surfing", l'adresse du site auquel on veut accéder, en la circonstance pour l'AAARGH: "aaargh.com.mx" et on clique sur "GO"*". Autre possibilité d'accès : *<http://anon.free.anonymiser.com>* puis taper le nom du site : *"http://aaargh-international.org"*

La cour d'appel de Paris confirmera à l'automne 2006 que les fournisseurs français d'accès à internet doivent continuer à bloquer l'accès à ce site. C'est la loi pour la confiance dans l'économie numérique qui stipule qu'après avoir épuisé tous les recours possibles effectués auprès des sites hébergeurs diffusant des contenus illicites, le juge peut les contraindre de ne plus les diffuser. Au sujet des mesures de filtrage des sites, un article inséré dans le numéro 393 de *Le libre journal* ("Décadaire de résistance catholique et française"), en date du 30 novembre 2006, estimera que *"Ces barrières sont rendues totalement inopérantes par le recours aux anonymizers qui permettent d'adresser aux flics de la pensée de bien réconfortants bras d'honneur"*.

ACPERVIE-S.O.S. MATERNITÉ

Ce groupe anti-avortement, créé en 1980, est composé de dissidents de la Fédération protestante de France. Il a organisé en 1991-92 des occupations de centres d'orthogénie, allant jusqu'à détruire le matériel sanitaire avant que la police ne procède à des arrestations.

Président : D^r François Wolf.

ACTION BOURGUIGNONNE ET FRANC-COMTOISE (L')

Bulletin de l'Union royaliste de Bourgogne et Franche-Comté.

Responsables : D^r Guy Rerolle, Pierre Limal.

Adresse : Tour Bagatelle 1, rue des Perrières - 21000 Dijon.

ACTION DIRECTE (AD)

Lors d'un des procès contre les dirigeants d'Action directe, auteurs de divers attentats meurtriers, André Olivier (responsable de la branche lyonnaise) se livrera à de nombreuses attaques contre les Juifs, tout en refusant d'être catalogué comme antisémite. Il déclarera entre autres "*avec Karl Marx*" que "*la lutte contre le judaïsme précède la lutte contre le capitalisme*"... Comme quoi ce type de structure ultra-gauche peut fort bien être taxé de dérive antisémite, ce qui les rapprochent objectivement de l'ultra-droite.

ACTION ÉTUDIANTE (L') (AE)

Mensuel publié à partir du 16 février 1977 par des étudiants royalistes légitimistes indépendants et activistes appartenant à la Restauration nationale, la Nouvelle Action française, la Fédération des unions royalistes de France, le Front national.

Créée en 1975-76, cette tendance proposera l'unité aux autres tendances dès l'année suivante. Quinze étudiants ont jeté les bases d'un "*manifeste d'union royaliste*" dont le but est de lutter contre le communisme et le libéralisme. Des comités de diffusion ont soutenu son existence avant de créer la Jeunesse catholique et royaliste.

Adresse : BP 20 - 95880 Enghien.

Directeur politique : Jean-Marie Chapelat.

Rédacteur en chef : J.-F. Cornillot.

Responsable de la publication : Denis Mourgues. (1 500 exemplaires).

Cette tendance soutiendra les listes du COPCOR (O'Driscoll et J. de Launoy) aux élections municipales de mars 77.

ACTION EUROPÉENNE (AE)

Groupuscule et journal animés par un des fondateurs de la Légion des Volontaires Français (LVF), lié au Nouvel Ordre européen. C'est une scission néo-nazie du Mouvement social européen datant de septembre 1951. L'adresse est celle de *Combat européen* et des Comités d'action européens : BP 157 - 75523 Paris cedex 11.

Il dispose d'un service de librairie (en collaboration avec la *Revue d'histoire du fascisme* de F. Duprat) animé par M^{lle} Nicolet.

Correspondant : D^r Jacques Bauge-Prévoist, auteur de *Le Celtisme, l'éthique biblique de l'homme blanc*.

La plupart des articles attaquent les "vainqueurs de 1945" avec une violence extrême. A la lecture de la page 5 du premier numéro, le lecteur comprend bien la mainmise sur le titre par les *Cahiers européens* de M. Duprat, qui y diffusent de la publicité pour leurs ouvrages dans le style graphique de l'époque du GUD et d'Ordre nouveau. M. Dermoncour a travaillé avec Duprat pour le n° 2 des *Cahiers*.

Les activités des Jeunesses d'action européenne sont toujours soulignées dans ce journal (distribué par les NMPP), avec des photos de jeunes au garde-à-vous en tenue "sportive". Les responsables des JAE sont à cette époque précise Jean-Pierre Dusailant (président), Daniel Blanchard (secrétaire), Olivier Carré (responsable d'équipe).

Une centaine de jeunes participeraient aux activités des JAE, avec 4 nouvelles sections : Paris, Nangis (77), Bordeaux et Calais.

Extraits du n° 10 de *l'Action européenne* de mai 1973 (Directeur politique : Pierre Clémenti ; Rédacteur en chef : François Duprat) ; en couverture : *"Le mot 'Fascisme', qui signifie fédération, union libre et spontanée pour une action d'auto-défense, est devenu synonyme d'oppression étrangère, de despotisme malfaisant. 'Racisme', qui veut dire amour de sa communauté biologique, est devenu haine à l'égard d'un groupe quelconque (on va même jusqu'à parler de "racisme anti-jeunes" !), volonté de destruction physique de ce groupe [...]. Après l'âge d'or, de la pierre polie, l'âge du bronze ou du fer, nous vivons l'âge du mensonge, de la poudre aux yeux, du truquage éhonté du sens même des mots. Quoique l'on puisse penser de la véracité des "protocoles des Sages de Sion", on peut au moins reconnaître la véracité de leurs prédictions."* G. A. Amaudruz ajoute dans son éditorial : "[...] Osez donc dire l'Europe aux Européens ! Et vous avez du même coup entre les mains une arme contre ces faux 'européistes' des partis 'démocratiques' importateurs d'une main d'œuvre de couleur qui non seulement concurrencera les Européens sur le marché du travail, mais les remplacera biologiquement. L'Europe aux Européens ! Et au travail !"

Un faire-part intéressant est inséré : *"Notre camarade José Rucci a été lâchement assassiné à Buenos Aires le 25 septembre. Secrétaire général de la Confédération générale des Travailleurs de la République argentine. Tous les pleureurs sur le compte du suicidé Allende se sont bien gardés de stigmatiser ce crime ignoble. Nous croyons savoir que les péronistes l'ont déjà vengé. Que tous les gauchistes le sachent : ils recevront désormais toujours la monnaie de leurs pièces. Et largement comptée."*

Autre rédacteur : Jean Vaillant. Sa diffusion sera arrêtée dans le milieu des années 70.

ACTION FAMILIALE ET SCOLAIRE

Ce groupement, créé par la Cité catholique, est proche des milieux catholiques intégristes. Il est dirigé par Arnaud de Lassus, et publie une revue bimestrielle du même nom, organisant des journées d'études, de prières et des stages.

Il est présent sur Paris, Lyon, Nantes, Toulon. Quatre permanents y travaillent, dont : le commandant Beth, l'amiral Berger, Louis d'Anselme, Arnaud de Lassus. Autres collaborateurs : Henri Charles, Paul Brossollet, G. de Tarle, Michel Creuzet, F. Megevand, André Perrachon, Nicole Buron.

Directeur : P. Jobbé-Duval.

L'AFS a de bonnes relations avec des abbayes dont celles du Barroux, Triers, Fontgambault, etc... mais aussi avec le Centre Mautoriol, le Centre Charlier et les CCS.

L'Action se prétend apolitique, mais elle préconise le vote en faveur du FN, comme l'atteste la lecture de sa revue en 1988.

Elle anime un site internet, sur: controverses.com

Sa revue du même nom en sera à son numéro 188 en décembre 2006, avec de nombreux articles de fond. Les rubriques sont scindées en différentes couleurs, et des suppléments sont régulièrement édités tel que celui de numéro, consacré au métier des armes et rédigé par Raoul de Ludre.

Adresse : 31, rue Rennequin - 75017 Paris.

ACTION FRANÇAISE (L')

Cette formation monarchiste créée par C. Maurras et autrefois interdite revient avec cette appellation à la fin des années 90. Le lecteur pourra aussi se documenter sur le chapitre "Restauration nationale". Suite à une scission, la publication est désormais intitulée *L'Action française 2000*. L'AF va prononcer son intérêt pour les options politiques du candidat à la présidentielle de 2002, Jean-Pierre Chevènement... pourtant ex-ministre socialiste. La raison tient à ce qu'il "[...] rejoint la thèse qu'elle défend depuis toujours, à savoir, rassembler les Français sur la France, par delà les clivages idéologiques et partisans", selon le président du comité directeur, l'éternel Pierre Pujo. Pour autant, ceci ne signifie aucunement un soutien à la candidature "d'un homme qui veut restaurer la République".

Publication: *L'Action française 2000*, quinzomadaire.

Toujours est-il que M. Chevènement se voit soutenir par un nombre important de personnes ayant à un moment de leur vie politique appartenu de près ou de loin à l'extrême droite.

L'AF participera à une pétition pour un veto de la France pour éviter la guerre avec l'Irak, tout comme à un "collectif non à Halloween", composés de traditionalistes et de souverainistes, l'unité étant enfin réalisée avec les gaullistes proches de Charles Pasqua, pour "la cause". Pour justifier plus encore cette union "dans le souverainisme", il est rappelé que C. Maurras se disait fédéraliste mais nationaliste. Des messes pour Maurras sont prononcées en 2002 à Paris, Bordeaux, Tours et Bruxelles. Une manifestation a été organisée le 14 novembre 2002 "contre les diktats de Bruxelles pour la défense de notre langue, le français", avec l'Entente souverainiste et le soutien du Forum francophone international animé par Albert Salon. Un colloque célébrant le centenaire de la mort de Maurras, à l'initiative du Comité international de l'Année Maurras et de l'Institut d'action française (renforcés

par le patronage de l'Association professionnelle de la presse monarchique et catholique, des conférences Daniel Halévy et du Comité universitaire Charles Maurras) a réuni cette année-là entre 250 et 300 personnes, honoré par la présence du prince Charles Philippe d'Orléans, tandis que le traditionnel banquet se tient à la Mutualité sous la présidence d'honneur de S.M.I. la princesse Thai Phong Vinh-Thuy, avec quelques petites centaines de personnes des "deux bords", sans omettre les éternels Marcel Jullian, Nicolas Kayanakis, Michel Fromentoux et quelques jeunes étudiants rangés derrière Thibaud Poisard. Le "compromis historique" sera cette année 2002 le rapprochement entre monarchistes et souverainistes, avec pour illustration "l'université d'été de la souveraineté", où débattèrent les 4 et 5 septembre à Valence, juchés sur une même tribune, Pierre Pujo, Raoul Béteille, Jean-Paul Bled, Paul-Marie Coûteaux, Alain Bournazel, Claude Beaulieu, Michel Michel. Un "Collectif Jean Moulin" est par ailleurs salué par Pierre Pujo (*AF* du 3 octobre), pour son "*Appel à tous les Français attachés à la souveraineté nationale et populaire*" en expliquant que cette souveraineté était chère aux yeux de Maurras, préconisant l'unité de tous les Français patriotes et ajoutant que, plus tard, il sera temps de discuter de la "*souveraineté populaire*".

Rédacteurs en 2003 : Nicolas Gauthier, Stéphane Blanconnet, Thierry Bouclier, Antoine Clapas, Michel Fromentoux, Pierre Pujo, Yves Chiron, Jacques Cépoy, Robert Grégoire, Jean-Pierre Dickes (présenté comme le président de l'Association catholique des médecins et professionnels de la santé, et directeur des *Cahiers Saint-Raphael*, 20, place Duplex - 75015 Paris), Gael-Olivier Fons, Sarah Blanconnet, Maurice Caire, Nicolas Kayanakis (vice-président du Centre de propagande d'action française), Vincent Gallere, Pierre Lafarge, Bruno Guillerez, Philippe Maine, Yves Lejeune, Perceval, Anne Bernet, Sébastien Jacquet, Sébastien de Courtois, Pascal Nari, Jacques Cognerais, Georges Ferrière, Sébastien de Kererro, Guy-C. Menuisier, Henri Augustins, Alain Raison, Pierre Carvin, Madeleine Gautier, Pierre-Frédéric Danjou, Yves Lenormand.

Les étudiants sont rangés derrière Alexis Charvet, secrétaire général de l'Action française étudiante, qui organise des cercles d'études ; ils participent aux élections universitaires sur des listes syndicales ou corporatistes. Sébastien Jacquet lui succéda en 2003.

Le groupe sera représenté à la tribune du meeting de l'Alliance pour la souveraineté de la France contre l'entrée de la Turquie dans l'Europe, tenu à Neuilly le 5 mars 2003 ; Pierre Pujo s'y exprimera devant plusieurs centaines de personnes. Simultanément, l'AF 2000 dira "*non à la croisade de Bush en 2003*", lors de la seconde guerre d'Irak. Cette année 2003 a vu un nombre jugé satisfaisant de sympathisants venus fêter les rois ou participer aux réunions publiques de début d'année : à Paris (avec Pierre de Carmonte et P. Pujo) ; à Lille pour les étudiants avec Yves Lejeune, secrétaire général des Étudiants d'Action française et Pierre Lafarge, responsable à la formation ; à Bordeaux en compagnie du nouveau délégué Vincent Gallere ; à Biarritz autour du délégué local Philippe Fortabat-Labatut ; à Paris à nouveau pour un défilé aux flambeaux et des allocutions d'Yves Lejeune, François-

Marie Fleutot et Sébastien de Kererro ; *idem* à Toulouse ; Lyon, sous la présidence de Stéphane Blanchonnet ; Fontainebleau, sous la houlette de François Crespin ; Perpignan, avec M. Baux.

Pour pérenniser son Centre royaliste d'Action française, se tiendra en même temps que celle tenue en août 2004 par les concurrents de la RN, la 52^e université d'été dans un château du Berry *"sur l'aimable invitation et avec la présence effective de S.A.R. le Prince Sixte-Henri de Bourbon Parme"*. Le CRAF est alors composé d'un directoire, présidé par Pierre Pujo, assisté de Stéphane Blanchonnet, et des chargés de mission : Pierre Lafarge (formation) ; Hugues de Malval (étudiants) ; M^{lle} de Benque d'Agut (administration). Il sera fait appel à venir nombreux pour assister à la messe solennelle le 12 septembre en la cathédrale d'Orléans à l'occasion de l'assemblée générale de l'Ordre militaire et hospitalier de Saint-Lazare de Jérusalem et de l'intronisation de son nouveau grand maître S.A.R. le prince Charles-Philippe d'Orléans.

En 2004, les implantations sont localisées ainsi : Ile-de-France ; Auvergne ; Bourgogne (Côte-d'Or et Saône-et-Loire) ; Fédération royaliste de Bretagne (Quimper, Finistère et Loire-Atlantique) ; Centre (Loiret et Loir-et-Cher) ; Champagne-Ardenne ; Côte-d'Azur ; Grand-Sud-Ouest (Aquitaine, Midi-Pyrénées, Pays Basque) ; Languedoc (Montpellier et Roussillon) ; Limousin ; Nord ; Normandie ; Provence (Vaucluse et Var/Bouches-du-Rhône) ; Rhône-Alpes (Rhône, Isère). Les formations se déroulent pour les jeunes dans le cadre du Cercle d'études des étudiants de Paris, leurs aînés assistant aux sessions de l'Institut d'action française. Les agendas sont souvent identiques aux autres mouvements de la mouvance royaliste ou même nationaliste ; les mêmes endroits sont utilisés, avec les mêmes "cercles", indémodables et une certaine préférence pour les réunions suivies d'un buffet dînatoire. Tout comme l'initiative centrale du banquet annuel des "Amis de l'AF", qui réunit chaque année *"une nombreuse et brillante assistance"*, assorti de la souscription pour continuer les efforts, objectivée à 60 000 euros pour 2004. Et puis le "train-train" recommence inexorablement en janvier 2005, avec les galettes des rois et la célébration du 212^e anniversaire de la mort de Louis XVI, ses messes et son pont culminant représenté par le cortège aux flambeaux qui se tiendra dans la capitale le 23 janvier. Le numéro 2670 en date du 3 février et édité pour la 58^e année comportera un encadré visant à mettre en garde les lecteurs *"d'un mouvement dissident"* qui réclamerait de régler des cotisations, rappelant que *"le seul mouvement d'AF"* est le centre royaliste d'AF, le CRAF étant une association déclarée et *"dans la ligne du mouvement fondé par Pierre Juhel"*. Le camp Maxime Real del Sarthe connaîtra un franc succès à l'été 2006, tenu au château de Lignières. Près de 70 participants sont accueillis par le prince Sixte Henri de Bourbon Parme ; Paris, Nice et Lyon étant très représentées, des participants venant de cinq autres régions, lycéens, étudiants, ingénieurs ou cheminots. La souscription 2006 rapportera 231 487, 09 euros, le grand banquet réunissant plus de participants qu'à l'habitude, dont Paul-Marie Coûteaux, mais en l'absence de Pierre Pujo, excusé pour *"une fâcheuse chute"*. Huit sections étudiantes rassemblent des dizaines de sympathisants lors de la rentrée universitaire,

une vingtaine à Saint-Étienne, Paris-Assas, une quinzaine à Bordeaux et Nice, la section de Reims disposant d'un local au 38 de la rue Châtivesle. Cinq nouvelles sections étudiantes seront opérationnelles début 2007, l'AFE étant dirigée sur la capitale par Henri Cheverny, Thibault de Lanty se chargeant des étudiants locaux, avec pour ambition de fournir une impeccable formation doctrinale. L'année 2006 se conclura avec la création de l'Action sociale corporative, diffusant un bulletin : ASC, dont le directeur de publication est PP. Reknalb, reprenant les idées développées par René de la Tour du Pin. L'ASC demandera de soutenir l'association Nos seigneurs les pauvres, qui sert pour les démunis des "Soupes du Roi" (Chez M. Turbier, 2, allée de la Sablonnière, 78610 Saint-Léger-en-Yvelines), tandis que Stéphane Blanchonnet écrira un article sur le féminisme dans le numéro 4, le rédacteur étant responsable du Cercle Anthinéa de la section royaliste lyonnaise. Quelques lycéens seront recrutés à Paris. Un colloque sera co-organisé par l'Institut universitaire Saint-Pie X et l'Institut d'Action française le 2 décembre 2006, intitulé "L'Église, la France et la démocratie". L'AF-2000 préconisera de voter en faveur de Jean-Marie Le Pen aux Présidentielles de 2007. Des dossiers bien ficelés sont insérés au milieu de son périodique, tel que celui consacré à la galanterie française au sein du numéro 2722, tandis qu'un dîner-débat réunira plusieurs dizaines de personnes à l'initiative de la section Hauts-de-Seine et Paris XVII^e le 23 mars 2007 avec comme thème "Politesse et démocratie", où Frédéric Rouillois critiquera vertement *"La révolution française, issue des philosophes des "Lumières", (...) L'idéologie des droits de l'homme mettant les Français sur un même pied d'égalité, incapable de considérer le rôle de la hiérarchie qui impliquait les règles de politesse"*. Un livre sera publié sous la direction de Pierre Pujo : *Le trésor de l'Action française* aux éditions de L'âge d'homme avec neuf contributions qui permettront de parcourir les essentiels *"de la pesée politique de l'Action française en soulignant leur actualité"*. L'AF soutiendra haut et fort la pétition initiée par Jean-Claude Vallet pour la reconnaissance du sacrifice des Gardes suisses, issus de la compagnie dite des "Cent Suisses" créés par Charles VIII en 1496, gardes du corps du Roi avant de donner naissance à la Compagnie des Gardes suisses sous Louis XIII à la faveur d'accords avec ce pays. Les pétitionnaires veulent défendre la mémoire des centaines de gardes qui furent tués ou exécutés lors de l'attaque du palais des Tuileries le 10 août 1792, où le roi Louis XVI fut attaqué par les troupes mobilisées par Danton (Pétition Gardes suisses cedex 62, 21250 Corberon). L'AF citera 28 lieux de commémoration du 214^e anniversaire de la mort de Louis XVI, un cortège aux flambeaux de 500 personnes défilant à partir de la Madeleine.

ACTION FRANÇAISE UNIVERSITAIRE (AFU)

Bulletin étudiant de la Restauration nationale, dont certains militants iront vers la Nouvelle Action royaliste.

Responsables en 1971 : Ledoyen, Renouvin (Nouvelle Action française), Dartois, Aumont (directeur du bulletin), Kayanakis, Bellenger, Leclerc (Nouvelle Action française), Durocher, Solenas, Le Bel, Fabre, Dujardin, Bremond, O' Driscoll,

Maisonblanche, Paoli, Richard, Boisserolle (Bordeaux), J. P. Helly (Charleville), Bussche (Union nationale des lycéens d'Action corporative du Nord), Wagner (Nouvelle Action française), Toublanc (Nouvelle Action française).

ACTION JEUNE CONFÉDÉRATION FRANÇAISE DES TRAVAILLEURS CHRÉTIENS (CFTC) MEURTHE ET MOSELLE

Elle est dirigée par des nationalistes en 1975.

Adresse : 13 bis, rue de Ponts - 54000 Nancy.

ACTION NATIONALE

Groupe néo-fasciste lyonnais des années 70, qui a abrité également *L'informateur* et le *Mouvement nationaliste étudiant*.

Adresse : 136, cours Lafayette 69000 Lyon.

ACTION NATIONALISTE

Issue de la dissolution du Parti nationaliste prononcée en février 1959. Il s'agit de la section lyonnaise du PN disparu.

Contact : BP 47 - 75006 Paris.

ACTION NATIONALISTE (AN)

Groupuscule créé par Jean-Gilles Malliarakis sur Sciences-Po en 1969, après sa rupture (ou plutôt sa semi-rupture) avec M. Sidos de L'Œuvre française. Tout comme le GUD, il se lança dans les élections universitaires, recueillant 6 % des voix. L'AN regroupe 30 militants "durs", dont une partie d'anciens d'Occident n'ayant pas voulu adhérer au GUD, organisant par exemple des meetings pour commémorer la création des *Fascidi combattimento* par Mussolini, avec des batailles rangées contre le PSU ou des gauchistes. Malliarakis, démissionnaire du mouvement Occident, aura donc rejoint "L'Œuvre" avant de se lancer en solo dans l'aventure qui lui coûtera d'être assommé par des maoïstes à l'occasion d'une violente bagarre au lycée Louis-le-Grand dont nous reparlerons. Livré à la police, il sera incarcéré peu de temps, sa libération intervenant après une grève de la faim de certains de ses amis. En 1970, le groupe collabore avec Ordre nouveau pour monter un meeting d'unité sur la capitale. L'AN disparaîtra de la scène au fur et à mesure que ses militants quitteront leurs bases estudiantines.

ACTION NOUVELLE

Groupe néo-fasciste qui rejoint le FN dès 1975, plus particulièrement dans ses bases du Sud-Est.

Responsable: Jean Reibold.

Publie: *La lettre d'action nouvelle*.

Adresse : La Bastide - 79, impasse des Lambrusques - 83100 Toulon.

ACTION OCCIDENT

Groupuscule ultra-clandestin apparaissant au début des années 80.
Adresse : BP 48 - 75961 Paris cedex 20.

ACTION PAYSANNE SPIRITUELLE

Proche des catholiques intégristes. Publie un bulletin.

ACTION PIEDS-NOIRS

Groupe clandestin de rapatriés d'Afrique du Nord.

ACTION POUR LA DIGNITÉ HUMAINE (ADH)

Messagerie anti-avortement et anti-pornographique sur le 36-15, émanant du Cercle de la cité vivante, qui est présent sur tout le pays.
Responsables ou membres du comité d'honneur : François-Marie Algoud, Michel de Rostolan, Christine Boutin, Général Delaunay.

ACTION ROYALISTE

Groupuscule monarchiste ayant présenté des candidats à Paris lors des Municipales de 1977.

ACTION SUD

Bulletin mensuel nationaliste publié dès 1976 par le Centre régional d'action française Drôme- Ardèche.
Président : Gustave Thibon.
Collaborateurs : Roland Fabre, Jean Vieux, Jacques Geyer, M^{me} de Ponchara.
Adresse : BP 217 - 26002 Valence cedex.

ACTUALITÉ RURALE (L')

Publication bimensuelle éditée à partir de 1976 à l'attention des cadres de l'agriculture et des élus locaux. Publie également des *Dossiers de Travail*. Proche de L'Action familiale et scolaire.
Directeur : Emmanuel Sence, puis Louis de la Brunetière.
Collaborateurs : Louis Salleron, Gustave Thibon.
Adresse : 17, avenue Niel - 75017 Paris.

ACTUALITÉS

Mensuel anti-marxiste fondé par Jean-Marie Desselas, qui publie également *L'observateur du Centre-Ouest*.
Adresse : BP 4 - 87200 Saint-Junien.

ADSAV

Groupuscule indépendantiste créé les 29 et 30 janvier 2000 en Bretagne, dans une clairière de la forêt de Brocéliande, dont certains membres appartenaient au Parti

pour l'Organisation d'une Bretagne Libre (POBL) avant d'en scissionner. Il dispose d'une trentaine de militants, dont le responsable est Patrick Montauzier, ancien du Parti communiste breton. En fait, une bonne partie des membres sont d'anciens "skins" et FNJ, ce qui ne les empêche pas de se battre avec d'autres camarades, comme ceux du GUD de Lille au cours du rassemblement de Dixmude (Belgique), sans doute pour leur reprocher leur nationalisme...

L'ancien responsable du s. o. du MNR, le DPA, M. Gérard Hirel, en serait proche selon un article paru dans *Ras l'front* de janvier 2001. La même publication datée de l'année suivante le situera comme le dirigeant pour les Côtes d'Armor et par ailleurs président du "Comité de défense de l'Europe des nations". Ils se manifesteront le 16 mai pour annuler sous la force une conférence dans une librairie de Quimper où le livre *Les nationalistes bretons sous l'occupation* devait être présenté par son auteur. Dans un communiqué, il s'agissait de critiquer ce livre qui serait un faux concernant "*l'histoire glorieuse de nos anciens du Parti national breton*". Selon *No pasaran*, Alan Eon, un des derniers cadres en vie de ce parti estimé par la revue comme collaborationniste, serait membre de la structure.

Le siège est situé à Redon et son activisme lui permet de recruter des jeunes, notamment à Lannion et à Paimpol.

Les thèmes développés dans leur presse et sur leur site internet (www.geocities.com/adasybreizh/page10001.html) s'opposent à l'État français tout comme à l'implantation de mosquées. La traduction de leur sigle est "redressement", et ils militent pour "*une Europe blanche*".

Une enquête concernant les attentats perpétrés à Nantes en janvier 2004 contre le nouveau préfet Dermouche, "issu de l'immigration" et désigné par le ministère de l'Intérieur pour y exercer ses fonctions dans le Jura, se soldera dans un premier temps par l'interpellation de neuf nationalistes bretons, dont six membres du groupe en Bretagne et de trois militants en région parisienne de Réactions françaises.

En 2004, la revue *War Raok* dispose du comité de rédaction suivant : Nolwen Le Bris ; Corentin Gourlaouen ; Fanch Le Bars ; Fanch Fraval ; Pierre Boutin ; Gweltaz Le Pironnec ; Yves Kereozen ; Hervé Teuroc ; Youenn Penguen ; Meriadeg de Keranflec'h. Le directeur de la publication est Padrig Montauzier (BP 80337 - 35203 Rennes cedex 2). On peut y lire des textes de chants de travailleurs bretons, axés sur "*la revendication ouvertement nationaliste et indépendantiste*", "*provenant du MOSNB, Mouvement Ouvrier Social et National Breton*", ou encore la bataille qui opposa la centaine de présents pour commémorer la bataille de Ballon aux anarchistes qui venaient les agresser, "*solidement repoussés et corrigés par tous les hommes valides qui ont immédiatement rejoint le service d'ordre*". Au sujet de ce s. o., des personnes relativement bien informées le jugerait largement plus "professionnel" que les DPS et autre DPA.

Ils seraient ainsi une centaine à lutter contre mondialisation et immigration, voulant la "*bretonnisation des emplois*". Implantés surtout en Ile-et-Vilaine et Loire-Atlantique, ils n'échapperont pas à la scission ou exclusion des plus droitistes, comme Wilfrid Anezo.

AEMWAT

Il s'agit d'une association parisienne composée d'amateurs de musique traditionnelle et wagnérienne, proche du bulletin *Musique et Tradition*. M. des Essards est un ancien critique musical lié aux extrémistes depuis plusieurs décennies.

Responsables : R. des Essards, comte d'Isly, Julia, Ropartz.

Adresse : 229, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 Paris.

AE/NCRE

Librairie lancée en 1995 sur Paris et qui sert notamment de lieu de contact pour les néo-nazis. Roger Holeindre, président du Cercle national des Combattants du FN, et qui se plaît à qui veut l'entendre répéter sa référence à la Résistance dès l'âge de seize ans, y dédicacera ses ouvrages le 15-12-1995. On y trouve toute la littérature "ultra" dans ce lieu, comme des reproductions de journaux datant de l'occupation ("*Comment reconnaître le juif ?*"); il suffit de demander ce type de presse, à l'égal d'un consommateur avisé de sex-shop désirant se procurer des livres tombant irrémédiablement sous le coup de la loi. *Français d'abord*, la lettre quinzomadaire de J.-M. Le Pen, recommandera la maison dans son numéro 228 en date de décembre 1995 dans les termes suivants : "*il faut donc recommander l'Encre qui a le courage de braver la dictature de la pensée unique pour proposer des livres que l'on ne trouve pas ailleurs.*" Responsable : François André, soutenu par "*Pas de panique à bord*".

AFRIQUE RÉELLE

Revue paraissant depuis septembre 1993 sous la direction de Bernard Lugan, ancien professeur à l'université du Rwanda. Elle soutient les "Boers-afrikaner". Ce trimestriel en est à son numéro 46 durant l'hiver 2004, avec un "spécial Côte d'Ivoire", "*le cœur de la 'Françafrique' qui a été touché.*", un pays en situation "*de type congolais*", voire "*libérien*", "*avec constitution de milices armées à base ethnique*".

Adresse : BP 6 - 03140 Charroux.

AGENCE AGINTER-PRESS

Réseau néo-fasciste agissant au Portugal durant la période de la dictature de Salazar. Publie : *Aginter-press*, diffusé sur tous les continents, y compris en Israël. Ce groupe se comportait en annexe de la police politique PIDE et disposait d'un bras armé : Ordre et tradition. Sa section française y a toujours été bien représentée et dirigée par un ancien officier de l'OAS, Yves Guillou surnommé Ralf Guérin-Sérac ; il contribuera avec d'autres "ex" et des néo-nazis réfugiés à structurer les réseaux. La présence d'anciens de l'OAS-Métro jeunes favorisera de bons contacts avec les solidaristes du MJR dont Pierre Sergent et Jean-Pierre Stirbois, et ce notamment grâce à la revue *Le défi*. Aginter, liée autant aux milieux catholiques-intégristes qu'aux sections néo-nazies du NOE recrutera beaucoup de mercenaires et participera à la situation dite de tension en Italie ; elle sera impliquée dans de nombreux meurtres et attentats. Une enquête sur ce réseau permettra de découvrir des restes du butin

amassé par Albert Spaggiari, l'auteur du célèbre "casse de Nice". Guérin-Sérac a aussi tenté d'infiltrer l'Union pan-européenne en 1969 ; il s'agit d'un groupe fédéraliste dirigé par Coudenhove-Kalergi et Otto von Habsbourg, ce député européen membre du groupe des "droites européennes" créée par M. Le Pen. Ce type de contacts entraînera des relations avec la WACL, la Ligue mondiale anti-communiste, alors que l'UPE sera plus tard compromise dans l'affaire dite des "avions renifleurs".

AIDE AU LOGEMENT DES MÈRES EN DIFFICULTÉ (ALMD)

Cette association veut aider les femmes seules avec des enfants à se loger, en vue d'une bonne réinsertion dans la société. L'ALMD est logée par des militants intégristes proches du Front national, tel son vice-président, le docteur Emmanuel Tremblay, animateur de "Laissez-les vivre".

La pratique consiste à offrir des appartements en location grâce à l'acquisition d'immeubles financée par la Loi du 1 % Logement. C'est ainsi que de nombreuses entreprises ont participé à cet effort, dont l'Union des Industries minières et métallurgiques, le Crédit lyonnais, Citroën, Matra, la Banque de France, etc.

Un comité de soutien imposant est créé pour "séduire" les entreprises, alliant des gens de la droite à son extrême, ainsi que de grandes figures comme Yvon Chotard associées à des noms comme Bernard Antony Romain-Marie ou Michel de Rostolan. Créée en 1980, cette association est principalement dirigée par Maurice Conat, ex-président de la Fédération des associations familiales catholiques de l'Essonne, guère éloignée de la pétainiste ANPV. De "créateur", il deviendra plus tard "directeur général salarié" ; cette façon de détourner le travail des bénévoles provoquera des départs, comme ceux du président Jacques Fabre et des responsables Dominique Mignot, M. Bocquet et de Legge, en février 1984. Depuis 1985, présidents et trésoriers se succéderont sans cesse, des "affaires" étant même portées devant la Justice. Le Front national fera mainmise sur l'association en cooptant au conseil d'administration Emmanuel Maymil, candidat du Front à Paris et secrétaire général de l'AGRIF. Ce dernier fera le vide autour de lui en excluant à tours de bras et remettra de l'ordre dans les finances, grâce au trésorier frontiste Christian Baeckeroot.

Sa démission en avril 1988 contribuera à faire entrer Jacques de Weck, Marie-Claude Loureau (de Sécurité police), Michel Bayvet, Denis Daude (ancien directeur de Formation et progrès, association de formation professionnelle créée en 1978, et installée dans les locaux d'une ancienne imprimerie de Jean-Pierre Stirbois). Les affaires marchent alors très fort avec en 1987 1 million de francs avec 50 entreprises ; 1988 : 2 millions de francs de cotisations pour 150 entreprises.

Toutefois, un projet d'hôtel social à Paris va capoter. Une nouvelle association, l'Association pour l'emploi des mères en difficulté, tentera de séduire la Mairie de Paris pour réaliser ses objectifs. De son côté, Winfried Wuermeling (fondateur de l'Union des Nations de l'Europe chrétienne, qui diffuse un bulletin hebdomadaire, et de Radio silence) monte en 1995 : SOS Mamans, dans le cadre de l'UNEC. 7 groupes fonctionnent en France et 2 à l'étranger, de trois à quatre personnes, aidés par sept cents donateurs. Sur quatre, trois participent au "sauvetage" de femmes qui devaient

avorter, le quatrième n'étant présent qu'en cas de gros problème pour assurer la sortie du groupe, et il s'agit souvent d'un retraité arrivant sur les lieux avec un véhicule. Deux cents soixante-quinze enfants né ou à naître auraient ainsi été sauvés selon le responsable, avec un coût moyen de 1 000 euros par bébé.

AIGLE NOIR (L')

Micro-groupuscule ultra-gauche et révisionniste, mené par Alain Guionnet, qui passera maintes fois devant le tribunal à partir de 1987. Antisémitisme avoué, sa prose est l'une des plus dures, avec des propos très colorés sur les circoncis et les "indécrottables goys". Notons que les tracts sortent comme suppléments à la revue néo-situationniste *King-Kong international*. Il convoquera une manifestation en commun avec *Akribeia* le 22 octobre 2005 à Paris, pour "*la défense de la liberté d'expression*", en soutenant les responsables révisionnistes allemands, suisses ou belges qui sont l'objet de poursuites dans leurs pays. La manifestation, interdite, n'a pas été réalisée devant les nombreuses forces de police déployées. Il n'en reste pas moins qu'il s'agissait d'une première en Europe.

AKRIBEÏA

En grec, cela se traduit par "soin minutieux, exactitude". C'est une revue éditée en 1997 à Lyon par Jean Plantin, qui a sorti deux premiers numéros de 240 pages sous la forme de "compte d'auteur" avec un tirage de 2 000 exemplaires. Il s'agit d'une nouvelle publication "révisionniste" dont le responsable, âgé de 32 ans, se dit être un historien au chômage qui n'aurait aucun engagement politique. Il lancera également des *Cahiers d'histoire révisionniste*. Une enquête judiciaire sera commanditée en février 1999 pour "*publicité d'ouvrages interdits en raison de leur dangerosité pour la jeunesse*", après que les enquêteurs aient pris en compte le profond intérêt marqué par les utilisateurs du "net", fréquentant un ou plusieurs des 4 000 sites révisionnistes existant sur la planète, pour ces publications.

Plusieurs procès condamneront Jean Plantin, en tant que directeur de publication de la revue. Ainsi, il écoperera d'une peine de six mois de prison avec sursis et de 10 000 francs d'amende pour le numéro trois de sa revue, ce qui ne lui fera pas baisser les bras puisqu'il annoncera avec un bon aplomb sa décision de faire paraître les prochains numéros de la dite revue, et ce devant la sixième chambre correctionnelle de Lyon, en septembre. Pourtant, le motif de son inculpation, pour contestation de l'existence de crimes contre l'Humanité, aurait pu refroidir ses ardeurs. Soit l'individu est décidé de jouer le martyr ou de faire parler abusivement de sa personne, soit il pense disposer de soutiens suffisamment nombreux pour continuer dans la voie tracée par d'autres personnages. M. Plantin diffusera progressivement des textes de Léon Degrelle et de Saint-Loup, dévoilant alors ses préférences parce que "grillé" sur la place de l'édition. L'ensemble des "révisionnistes" le soutiendront, comme R. Faurisson, suivi par moult groupuscules ouvertement néo-nazis, le tout sur fond d'"Internet" afin d'échapper aux poursuites judiciaires... Puis, à la fin de l'année, se déroule pour un procès le condamnant à une peine similaire, au regard des écrits qui

"sont autant d'éléments déterminants, qui montrent que Jean Plantin a fait sienne la mise en doute du génocide des juifs et, corrélativement, de la responsabilité du régime nazi", selon le tribunal correctionnel de Lyon.

L'engrenage amorcé sera fatal à certains universitaires de la bonne ville de Lyon, jugée par certains *"la capitale du révisionnisme historique"*. La maîtrise obtenue par l'individu à Lyon-III, intitulée "Paul Rassinier, socialiste, pacifiste, révisionniste", puis son travail l'année suivante, en 1991, sur "Les épidémies de typhus dans les camps de concentration nazis", lui apportant un Diplôme d'Étude approfondie à Lyon-II, ne passeront pas des plus anodins. Il est fort possible que les enseignants se soient vus bernés, mais il était trop tard pour réagir, dans la mesure où la grande presse était passée par là. Dès lors, les enseignants concernés par l'obtention des diplômes de M. Plantin, Yves Lequin et Régis Ladous, reconnaîtront avoir été tout simplement piégé. Une tactique d'encerclement de professeurs peut très bien avoir été mise en œuvre : ceci appartient au travail de désinformation dont sont friands tous les militants nationalistes. En fait, il reste à savoir qui commandite telle opération, une bonne question en soi... Il aurait été d'ailleurs assez facile de débusquer l'individu, puisqu'il travaillait auparavant étroitement pour le compte des *Annales d'histoire révisionniste*. Les peines de M. Plantin seront confirmées par le tribunal de Lyon le 21 juin 2000, soit deux peines de six mois de prison avec sursis assortis de soixante mille francs d'amende. On peut rapprocher ces faits de celui intervenu au CNRS la même année, où le négationniste Serge Thion sera inquiété par une commission d'enquête interne, qui le soupçonne d'alimenter le site de AAARGH (Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste), un lieu de rencontre bien connu des révisionnistes de tout poil.

Cependant, le président de Lyon II refusera en septembre d'annuler le DEA de M. Plantin, tandis qu'un numéro six de la revue incriminée sera mis en circulation, malgré l'interdiction prononcée à son encontre. En novembre, l'université fera marche arrière en annulant le diplôme au motif que le jury ne comportait que deux personnes au lieu de trois comme le prévoit le règlement.

Ceci n'empêchera nullement M. Plantin de poursuivre ses activités en publiant une revue : *Études révisionnistes*, appartenant à une édition totalement privée, le Cercle anti-totalitaire, éditant ou diffusant à travers son catalogue de nombreux documents pro-nazis et lié à une Union mondiale pour le révisionnisme historique (WRU). Malgré les différentes condamnations l'interdisant de publier depuis juin 2 000, M. Plantin récidivera en sortant trois livres, dont *Le déshonneur de trois magistrats lyonnais*, qui vilipendie les magistrats l'ayant condamné en appel. Ces nouveaux et coûteux ouvrages publiés à compte d'auteur vont à l'encontre de son insolvabilité, vivant chez sa mère et sans revenu... Il ne réglera pas ses amendes, mais prendra les devants pour continuer à éditer en revendant les actions de sa société en septembre 2001 à sa mère et à Robert Faurisson.

Le tribunal administratif de Lyon décidera de redonner la validité des diplômes à M. Plantin en 2003, c'est-à-dire son DEA et sa maîtrise d'Histoire, ceci pour appliquer strictement le droit, puisqu'un diplôme devient définitif quatre mois après son

obtention. Par compte, la cour d'appel tranchera en juin de la même année pour la résiliation de son sursis pour avoir bravé une interdiction de publication qui lui avait été signifiée en 1999... Avant que la Cour de Cassation ne tranche à son tour le 27 avril 2004 en annulant l'arrêt de la cour d'appel et ses trois années d'interdiction de publication, du fait que cette interdiction n'est pas fondée quant au droit relatif à la presse. C'est donc sur la forme que l'intéressé gagnera sur ce procès, tout comme pour retrouver son DEA, le délai de quatre mois pour supprimer l'obtention d'un diplôme étant plus que dépassé : compter dix ans ! En 2005, il publiera notamment la revue *Tabou*. Au début de l'année 2007, le numéro 11 de *Tabou* sortira, toujours dense, tout comme un recueil de textes intitulé "*Le terrorisme sioniste*", présenté par Serge Thion. Quant à Robert Faurisson, il fera à nouveau parler de lui à l'occasion d'un nouveau procès. Il écopera d'une peine de trois mois de prison avec sursis, infligée par le tribunal correctionnel de Paris, pour avoir tenu des propos négationnistes et à consonance antisémites sur une chaîne satellitaire iranienne en février 2005. Il sera défendu par M^e Éric Delcroix, qui parlera de "*délit d'opinion*", le professeur estimant avoir eu l'impression d'avoir été jugé par "*un tribunal rabbinique*". Il attaquera en diffamation l'ancien garde des Sceaux Robert Badinter, suite à des propos tenus sur la chaîne ARTE en novembre 2006 pour l'avoir qualifié de faussaire de l'Histoire ; en fait, le jugement se retournera contre le plaignant, devant acquitter 5 000 euros pour rembourser les frais de justice. Pour autant, sa ligne de défense constituera à démontrer n'avoir jamais été condamné pour avoir été un faussaire de l'Histoire, comme se serait félicité M. Badinter au cours de cette émission du 11 novembre 2006 d'avoir "(...) fait condamner Faurisson pour être un faussaire de l'Histoire", propos relevés par Jacques Langlois dans *Rivarol* du 23 mars 2007. Une nouvelle information judiciaire sera ouverte à la mi-juin 2007 pour "*complicité de contestation de crimes contre l'Humanité*", suite à de nouveaux propos tenus lors d'une conférence sur l'Holocauste du peuple juif durant la seconde guerre mondiale, qui s'est déroulée en décembre 2006 à Téhéran.

Adresse : Éditions Akribēia, 45/3 route de Vourles, 69230-Saint-Genis Laval.

ALARME

Bulletin néo-nazi, "*traditionnaliste-révolutionnaire-antisioniste*", publié à partir de 1978, sous l'enseigne du glaive et de la croix celtique. A ne pas confondre avec le bulletin du même nom, mais édité par un groupuscule ultra-gauche dénommé Ferment Ouvrier Révolutionnaire (FOR).

Dans le n°2 d'août 1978, paraphrasant un célèbre chant révolutionnaire, voici, extrait du recueil *Chants d'Europe* de l'Association de Diffusion Européenne (ADE - BP 245 - 75464 Paris cedex 10), le texte dédié pour une tout autre cause :

*"En rangs serrés, l'ennemi nous attaque
Autour de nos emblèmes, groupons-nous
Que nous importe la mort menaçante
Pour notre cause soyons prêts à mourir.
Mais l'Européen courbé sous la honte*

*Ne doit avoir qu'un seul étendard
Une devise : honneur, fidélité
Fraternité de tous les combattants.
Les démocrates, pourrisseurs de la race
Seront jugés et à mort condamnés,
Ceux qui sont morts pour nos grandes idées
N'ont pas en vain combattu et péri.
Contre les marxistes et les ploutocrates
Contre les rois et les églises pourries
Nous lancerons la vengeance puissante
Et nous serons à tout jamais victorieux".*

Ce bulletin se veut provocateur et utilise les mêmes procédés que les "situationnistes" d'ultra-gauche, notamment en détournant des bandes dessinées. Le premier exemplaire s'est vendu à... 43 exemplaires. Le tirage du n° 2 atteint les 200 exemplaires. Le n° 3 fut consacré à "une approche scientifique de la question juive". Toujours dans le n° 2, à propos d'une querelle entre *Libération* et le *Nouvel Observateur* sur l'utilisation du terme "juif" : "[...] *Et oui, Lévy et autres Jankelevitch, c'est VOTRE peuple qui vous définit, et il n'est pas supposé du tout ! Ne vous en déplaie (?)*. Vous les juifs, juifs et rien d'autre, pour le malheur des fils de l'Europe [...] *La Gauche depuis un certain temps, redouble d'ardeur à accréditer l'idée d'un renouveau antisémite, le Nouvel Obs tout particulièrement, puisque ne passe plus une semaine sans le couplet sur la néo-peste brune. Il va jusqu'à qualifier le PFN de néo-nazi !!! On se demande s'il vaut mieux lire ça que d'être aveugle ! Au moins, Alarme leur donnera de bonnes et véritables occasions de se plaindre et de gémir... Et en plus, c'est une publicité entièrement gratuite, quelle aubaine ! Vous verrez qu'on se fera des copains de ce côté-là.*" "[...] *En 1974, comme on est sensé le savoir, Allende glisse sur une peau de banane et tombe... Fracture du crâne, complications, etc. [...] Merci au général Pinochet, et longue vie à ce Chili-là.*"

Un autre article explique le symbolisme du svastika : comme pour tous les autres groupes néo-nazis, l'explication veut qu'il s'agisse "d'un symbole universel", que l'on retrouve partout. Ce ne serait en fait qu'une forme particulière de la croix, avec l'esprit de bénédiction lié à la dérivation du sancrit "svasti". "La suggestion d'une rotation des branches autour d'un centre fixe en fait LE 'signe du pôle', et donc à rattacher directement à la tradition primordiale. Symboliquement, il est proche de la figure de la croix inscrite dans un cercle. La circonférence représentant le Monde manifesté, le svastika n'est pas la figure de ce monde, mais la figure de l'action du principe à l'égard de ce monde. Par ailleurs, le sens de rotation des branches n'affecte en rien cette signification essentielle." Etc., soit une page entière pour expliquer que l'emblème hitlérien n'est que "le moteur de la roue d'existence", lieu d'expression de la "volonté du ciel". L'ésotérisme est décidément toujours appelé à la rescousse, ainsi que l'évocation de peuples d'autres continents. Des croquis expliquant le principe du svastika apportent un peu de rigueur, tout comme Pierre Sidos dans ses travaux sur la "roue solaire - roue celtique - croix celtique".

Enfin, on peut lire à côté d'une étoile de David à découper : "*Il y a les juifs et les non-juifs, c'est tout de même pas compliqué. Aux premiers, nous offrons une étoile de Salomon ; ils auront l'amabilité de la colorier eux-mêmes en jaune. (Pour nous, c'est une économie appréciable, ils comprendront). Pour les seconds, un certificat pré-signé qu'ils compléteront de leur nom, prénom, etc. et qu'ils rangeront dans leur portefeuille.*"

Noirs et Arabes ne sont évidemment pas plus ménagés dans ce bulletin.

Responsable : R. Gauven.

Alarme vante les revues *Totalité* et *L'immonde* et recommande le livre de Hans Rudel, *Pilote de Stuka* (collection "J'ai lu").

ALLIANCE ANTI-DROGUE

Association née au début des années 1980 et qui assure la tenue de stands lors des meetings du FN.

ALLIANCE CHRÉTIENNE POUR LA MAINTENANCE DE LA FRANCE EN EUROPE

Cet organisme monarchiste et anti-avortement qui tend à fédérer un certain nombre d'associations catholiques traditionalistes, publie le trimestriel *Univers des Familles chrétiennes* (Marie-France Doublier) et dirige la station Radio-Dauphiné-Vivarais depuis la fin des années 80. Il a suscité d'autres mouvements, tels la Fédération pour la Jeunesse Européenne (FJE) en 1991, l'Association des croisés du Sacré-Cœur (qui dispose d'un sanctuaire dans la Drôme) et les Scouts et guides équestres.

Notons que la FJE dispose d'une université d'été et des émissions de la Radio de la Jeunesse européenne. Elle organise également des pèlerinages en Pologne, avec la participation de groupes de cavaliers. Le R.P. Guerin est l'aumônier de la formation, ce qui consacre ses liens avec le Vatican.

Président : D^r Doublier-Villette.

Siège à Vaunaveys (Drôme).

ALLIANCE DES NATIONALISTES

Groupe à vocation unitaire créé en 1977 à Nantes avec le Parti des Forces nouvelles, les Groupes nationalistes révolutionnaires, les Groupes de Base du Mouvement (M. Bataille), le Front national, l'Œuvre française, rejoints par la Fédération des Unions royalistes de France et la Restauration nationale.

ALLIANCE EN FAVEUR DE L'UNION DE LA DROITE (AFUD)

Créée en 1991 par Michel Collinot, du FN, et Alain Honoré, conseiller municipal RPR du Creusot, dans le but de favoriser à la base l'union des partis de droite et du Front national.

ALLIANCE EUROPÉENNE

Bulletin bimensuel publié par les *Cahiers européens* à partir de 1973. Il évoque la vie des groupes NR européens.

Responsables : F. Duprat, Martineau, Torri, Delmon, Solliers.

ALLIANCE FRANÇAISE DES LOCATAIRES

Créée à la fin de l'année 1999 pour participer aux élections des HLM, Il semblerait que le Mouvement national républicain se cache derrière cette appellation du fait des mêmes thèmes évoqués par le précédent Front national des locataires, avec une formule bien connue figurant sur un tract distribué à Annemasse : "*votez pour des représentants qui disent tout haut ce que vous pensez tout bas*".

ALLIANCE GÉNÉRALE CONTRE LE RACISME ET POUR LE RESPECT DE L'IDENTITÉ FRANÇAISE (AGRIF)

Créée par Romain Marie pour défendre le concept "d'identité française", elle tentera de faire interdire le film de Jean-Luc Godard *Je vous salue Marie* en 1985.

Elle dispose d'un "comité juridique" dirigé par M^e Hubert Le Griel et s'implantera progressivement sur tout le territoire.

En 2004, elle publie en été le numéro 54 de *La griffe* et soutiendra un Comité national pour le rétablissement de la peine de mort. Dans ce même numéro, l'article insiste par deux reprises sur le fait que "*les pauvres blacks*" ne savent pas que, pendant des siècles, ils furent les esclaves des "beurs", plus longtemps que ceux des "blancs". Le navigateur Lapérouse est appelé en renfort pour ses carnets où il était dit que "*les 'bons sauvages' massacraient ses hommes à peine débarqués... avant de les avaler plus ou moins cuits*". En réalité, c'est tout un courant politique qui indiquera qu'il ne s'est pas trompé d'optique quant à ces incidents... En 2006, l'association rénovera son site internet et crée l'Observatoire des agressions anti-chrétiennes et anti-françaises. Elle soutiendra le rassemblement du Centre Charlier du 22 octobre, "*Journée de la résistance chrétienne au Tchernobyl médiatique*", et M. Antony annoncera la création d'un *Comité pour le boycott des JO à Pékin*, en rapport avec ce qu'il décrit comme "*le génocide des 60 millions de morts des révolutions maoïstes*". L'AGRIF crie victoire à la suite de la décision de la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Rennes du 15 mars 2007, infirmant l'ordonnance du 22 mars 2006 du tribunal de grande instance de Lorient déclarant l'association irrecevable. Il s'agissait de profanations d'églises et de cimetières commises en Bretagne lors de l'hiver 2005-2006, la première décision estimant que les deux accusés avaient agi notamment par amusement et dérision, alors que la cour d'appel souligne que les dégradations ont visé essentiellement des biens d'une des religions chrétiennes. Face à la recrudescence des actes de profanation commises contre des églises touchant le culte catholique, l'AGRIF se portera partie civile dans le plus de cas possibles, M^e Sylvain Naviaux étant chargé de ce suivi. Cela constitue une "*victoire de bon augure*". Par contre, elle subira un revers, déboutée dans l'action qu'elle avait intentée pour injure au quotidien *Libération* à propos d'un dessin de Willem représentant le Christ dénudé et portant un préservatif. Une autre

défaite sera consécutive à la plainte contre le rappeur "Monsieur R" pour le texte de sa chanson *Fransse*, le tribunal n'y voyant pas d'appel à la haine des ressortissants français. Bernard Antony s'exprimera à plusieurs reprises lors des élections de 2007, estimant que la défaite du Front national provient du manque de netteté des propositions, le front reprenant les idées des autres avec des déclarations jugées parfois contradictoires, notamment sur l'immigration et des similitudes avec le programme de N. Sarkozy, concernant le PACS, la loi Veil ou la politique envers l'islam. Son message aux électeurs pour le second tour des Présidentielles est de voter *"en fonction de leur intuition politique et de leur conscience, jamais en tout cas pour la marxiste Ségolène Royal"*. Puis, pour le Législatives, il invitera à voter pour les candidats de droite nationale adhérant à une charte en sept points, s'engageant dans la défense de la vie et de la famille, défendant les libertés scolaires, exigeant des principes aux organisations musulmanes en France. Une liste de candidats "labellisés" sera ainsi publiée par le comité directeur de *Chrétienté et solidarité*. Rappelons que B. Antony préside également aux destinées du *Centre Charlier* et de *Chrétienté-Solidarité*. Un Bernard Antony en verve exceptionnelle, qui dénoncera une dépêche de l'agence Reuters qui annonce *"le ralliement de Bernard Antony, figure de l'extrême droite, à Philippe de Villiers"*. Il annoncera que, *"D'une part, je n'ai jamais été ni ne suis d'extrême droite. D'autre part, je n'ai jamais été ni ne suis rallié à Philippe de Villiers. Ni d'ailleurs à qui que ce soit d'autre"*.

Adresse : 70, bld Saint-Germain - 75005-Paris.

ALLIANCE NATIONALE CONTRE LE RACISME, L'ANTICHRISTIANISME ET L'INCITATION À LA HAINE ANTIRACIALE

Créée en 1984 par Romain Marie, et regroupant des membres du FN et des intégristes.

ALLIANCE POPULAIRE

Créée le 11 avril 1992 par des anciens du FN, du PFN, des Comités d'Action républicains et des dissidents du CNIP qui étaient déjà plus ou moins rassemblés autour d'Espace nouveau dirigé par Jean-François Touzé, aidé de Roland Hélie (ancien secrétaire national du FN et proche de feu J.-P. Stirbois).

Il comptera en juin 1992 quelque 300 militants et 3 000 sympathisants. Le 14 juin 1992, sa première convention nationale rassemble 150 délégués venus de 32 départements. Le délégué général est Jean-François Touzé. Responsable "jeunes" : Ludovic Wuermleling "ex"-FNJ. Il dispose d'un bureau exécutif et d'un local au 6 de la rue Monsigny dans le II^e arrondissement de Paris. L'organigramme en avril 1993 est le suivant : J.-F. Touzé, délégué général ; François Papillon, délégué aux élections ; Roland Hélie, chargé de l'organisation et de la propagande ; Olivier Casal, trésorier ; Didier Lecerf, chargé de la presse et des argumentaires ; Gérard Orget s'occupant des socioprofessionnels, et Ludovic Wuermeling.

L'objectif est de rassembler les déçus du FN, déçus par la tendance de M. Le Pen de tout conditionner en vue de sa candidature à l'élection présidentielle. Il s'agit donc

d'une "structure d'accueil" à l'attention de militants d'un parti qui s'est "isolé et ghettoïsé" du fait qu'il "a basé sa stratégie sur une utopie : l'arrivée de Le Pen à l'Elysée ". Au niveau européen, de bonnes relations sont entretenues avec la CEDADE espagnole ou la fraction dure du MSI italien. Le groupe comptait présenter 200 candidats aux Législatives de 1993 ; ils seront en fait 80, présents dans des circonscriptions (dans 35 départements) ou le FN est fortement implanté, d'où l'idée de certaines mauvaises langues d'accuser Charles Pasqua d'avoir donné un "coup de pouce" à cette formation pour laquelle la présentation de 160 personnes (suppléants compris) était pour le moins périlleux. Le groupe a appelé à voter "non" au traité de Maastricht et refuse beaucoup d'éléments partie prenante du Front national. Son leader ira jusqu'à préciser que "la France n'a que faire de ce qui a pu se passer l'été 40, l'hiver 41, l'automne 42 ou le printemps 42 ou le printemps 44. La France n'attend pas pour la sauver le retour de Jacques Médecin ou l'installation à l'Elysée de tel ou tel de ses amis. La France, et parce qu'il faut mettre les points sur les 'i', ne se reconnaît ni dans la secte Moon, ni dans les théoriciens de la contre-révolutionnaire bonaldienne".

Son journal, *Patrie et Liberté-Hebdo*, a été diffusé via le canal des NMPP depuis 1993. M. Touzé annoncera sa candidature aux présidentielles de 1995, avant de se désister pour M. Le Pen au premier tour et d'inviter au vote Chirac lors du second. Cependant, il n'y a pas de soutien au FN parce que ce dernier devrait se débarrasser "des grécistes et des cathos intégristes qui contrôlent l'appareil après la mort de J.-P. Stirbois, transformer le FN en une droite nationale modernisée 'pour sortir du ghetto de l'extrême droite'. il faut par contre voter Chirac car il est le seul capable de restaurer l'autorité de l'Etat". L'AP récoltera une subvention pour les élections de 1993 de 198 106 francs.

En termes de données chiffrées, les comptes certifiés par l'organisation, en date de 1993, donneront un total de 835 adhérents ; un premier journal sera sorti en 1994 à quelque 17 000 exemplaires, ainsi qu'une présence aux élections cantonales de mars avec une couverture estimée à plus de 100 cantons.

En 1994, une scission l'affectera en donnant lieu à l'Alliance nationale, qui dénonce l'AP comme un parti-néo-gaulliste (Ludovic Wuermeling, Patrice Lallouette, Valérie Colin), BP 114 - 95210 Saint-Gratien.

ALLIANCE POUR LA SOUVERAINETÉ DE LA FRANCE

Structure "souverainiste", c'est-à-dire opposée à la nouvelle définition de l'Europe, elle accueille en son sein différents courants en 1999, dont les monarchistes de l'Action française. Président : François Choisel.

ALLIANCE POUR LES DROITS DE LA VIE

Mouvement contre l'avortement lancé en 1997 et qui regroupe différentes sensibilités, dont des catholiques intégristes. Il est présidé par la députée UDF Christine Boutin, qui fréquentera en 1998 la "Nouvelle droite" et s'illustrera lors des mobilisations

contre le PACS, qui culmineront par un défilé national de plusieurs dizaines de milliers de manifestants, dont des frontistes, royalistes et autres villiéristes.

ALLIANCE POUR UNE NOUVELLE CULTURE

Mouvement traditionaliste.

Présidente : Aude de Kerros.

Responsable : Daniel Courant, enseignant angevin, président de l'association Art et Lumière, responsable des CCS pour l'Ouest.

Trésorier : Michel de Rostolan.

ALLIANCE RÉGIONALE PROVENÇALE (ARP)

Créée en septembre 1989 par deux dissidents du FN, Pierre-Louis Causse et André Isoardo, pour reconquérir "*l'identité et l'autonomie provençale dans le cadre européen*", l'ARP regroupe d'anciens du FN, de Nationalisme et République et de la "Nouvelle droite". Elle se veut résolument "*fédéraliste, écologiste, anticapitaliste*". Hostile à l'immigration, le groupe cherche à déborder à droite le Front national, en pratiquant la surenchère sur ce sujet épineux. Le "Forum Provence" s'y joindra sous la houlette de Thierry Mudry, ce qui provoquera la démission de M. Isoardo et la nomination du dernier arrivé, tandis que Christine Pigacé sera nommée vice-présidente en 1991 avant d'accéder à la présidence à la place de M. Causse, M. Mozziconacci remplaçant M. Mudry en tant que secrétaire

Animateurs : Pierre-Louis Causse, Christiane Pigacé, Thierry Mudry, Marcel Mozziconacci, Annie Rimorini, Didier Tureau, Robert Aymard.

ALLIANCE RÉPUBLICAINE INDÉPENDANTE ET LIBÉRALE (ARIL)

L'ARIL a été créée à la suite de l'exclusion en 1972 du secrétaire général de l'ARLP, M. de Sensac. L'ARIL tend à se rapprocher de la majorité présidentielle de l'époque. Elle a présenté un certain nombre de candidats à diverses élections, et est plus particulièrement implantée dans le Nord. Elle organise des unions électorales selon les occasions, comme avec le CNI pour les Législatives de 1973 dans 78 circonscriptions (1,59 % - 130 837 voix). Aux Municipales de 1977, les résultats ne seront guère probants (805 voix à Paris).

Disposant de quelques élus municipaux, cette scission de l'ARLP aura entraîné dans son sillage quelques milliers d'adhérents, dont certains s'en détachèrent pour créer un Centre Indépendant proche de J. Chaban-Delmas. Elle n'exerce plus d'activités notable depuis longtemps et s'est liquéfiée en travaillant avec d'autres formations politiques.

Local : 12, rue Monge - 75005 Paris et 4, place de Sébastopol - 59000 Lille. Publie le mensuel *Flash*. Autres responsables : Serge Cattelin, A. Bousquet, G. Parizano, Jean-Claude Canoine.

ALLIANCE RÉPUBLICAINE POUR LES LIBERTÉS ET LE PROGRÈS (ARLP)

Création de Me Tixier-Vignancourt. Mais le choc fut dur en 1965, alors qu'il prétendait à recueillir de 15 à 20 % des voix, le verdict sera tout autre : 1 253 959 voix et un score de 5,27 %. L'anti-gaullisme primaire de son chef lui fera prendre position en faveur de F. Mitterrand au second tour de ces Présidentielles ! De ce fait, les scissions seront multiples ; en 1966 partiront J.-M. Le Pen, François Brigneau et Roger Holeindre. Les Comités Tixier ne débouchèrent que sur la formation de cette Alliance très "tixiériste", qui prétendra avoir plus de 100 000 militants.

Les membres d'Europe-Action et de la FEN créeront à leur tour le Mouvement nationaliste de Progrès, d'autres rejoindront le Centre démocrate de J. Lecanuet. Aux Législatives de 1967, l'ARLP recueillera moins de 100 000 suffrages, soit quelque 2,2 % de l'électorat. Le mouvement deviendra moribond, mais ses forces militantes serviront d'appoint à de très nombreuses actions publiques, parfois violentes, où se retrouvent mêlés Occident et le MNP.

Sa branche "Jeunes", Jeune Alliance, regroupera quelques petites centaines de sympathisants. En 1968, Tixier crée un Front national anticommuniste, et finira par soutenir de Gaulle, dans l'espoir d'obtenir un strapontin qui ne lui sera jamais offert. Sa revue *Alliance* n'est guère diffusée. Les écarts avec un semblant de ligne politique sont de plus en plus fréquents : ainsi l'ARLP soutient la candidature Pompidou en 1969, au grand dam du reste de l'extrême droite. L'Alliance disparaîtra très solitairement dans les années 70.

Adresse : 53, rue de Vaugirard - 75006 Paris.

ALLIANCE ROYALE

Cette formation monarchiste, existante dans les années 2000, se veut être un véritable parti. Son animateur, Yves-Marie Adeline, a fréquenté bien des formations politiques, parfois aux côtés du FN, puis chez les légitimistes avant de se déclarer "néo-légitimiste" et de prétendre simultanément présenter des candidats à des élections. Elle prendra ainsi part aux élections européennes de 2004, avec notamment 28 candidats(es) en Ile-de-France, dont Aymar de Crémiers ; ne figureront sur cette liste que deux noms "à particule", les colistiers étant de tous âges et professions.

ALLIANCE SAINT-MICHEL

Groupe catholique-intégriste dirigé par le colonel de Belleval, publiant un bulletin depuis juin 1970. Lutte contre la pénétration des idées des courants juifs ou francs-maçons au sein de l'Eglise catholique.

Adresse : BP 58 - 75012 Paris.

ALSACE-RENOUVEAU

Groupe créé en 1984 par Robert Spieler et adhérent aux FAR, les Fédérations pour l'Avenir et le Renouveau, où se côtoyèrent allègrement droitistes et notables locaux. L'année suivante sera marquée par un départ groupé en direction du FN. Un de ses

responsables sera condamné en correctionnelle pour "*incitation à la haine et à la discrimination raciale*".

ALSACE D'ABORD

Groupe scissionniste du Front national et dirigé par Robert Spieler, toujours conseiller régional et qui obtiendra un score de 7,95 % aux élections cantonales de janvier 1992. Cette tendance comprend toujours des dizaines de militants actifs et plusieurs centaines de sympathisants. En 1997, son leader récoltera aux législatives 6,73 % des voix à Haguenau tandis que son camarade Jacques Cordonnier, également conseiller régional, fera un score de 4,17 % à Cernay.

On reparlera du groupe à la fin 2002, car il participera à la "Maison de l'identité" et tiendra son congrès fondateur. Cette nouvelle mouture sera dirigée par le conseiller régional Stéphane Bourhis, quittant le MNR avec neuf autres élus. Le projet est de constituer une sorte de Ligue du Nord comme pour les Lombards d'Italie, pour une "Europe des régions" assortie de la fusion des conseils généraux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin et du conseil régional dans l'objectif de *créer "une grande assemblée alsacienne"*. C'est donc l'expression commune des régionalistes alsaciens et des mégrétistes en rupture de banc avec leurs partis d'origine. Une première tentative aura été la présentation de candidats communs lors des législatives de 2002 sous l'étiquette d'Alsace debout ; puis le Mouvement régionaliste alsacien de Robert Spieler accepta l'union célébrée lors d'un rassemblement champêtre tenu en septembre de la même année. Au total, le groupe rassemble 10 élus au conseil régional, dont 7 sont issus du MNR avec la reprise du sigle de l'ancienne formation régionaliste. Le congrès de fondation du 30 novembre rassemblera une centaine de militants de cette mouvance qui se veut "*régionaliste et identitaire*". Un de ses élus municipaux sera condamné à deux ans d'inéligibilité pour avoir diffusé un tract intitulé : "*Islamistes hors de France !*", qui sera jugé comme une "*provocation à la discrimination nationale, raciale et religieuse*". La lune de miel sera vite consommée et le 16 mai 2003 verra l'exclusion du tout jeune parti de Gérard Freulet, un de ses fondateurs, accusé de "*freiner des recrutements de qualité*" par son comportement jugé despotique ; C. Chaton parlera de "*ses écarts de comportement, l'absence de solidarité, d'engagement et de camaraderie élémentaire*", les responsables amplifiant la rumeur comme quoi l'intéressé lorgnerait plutôt du côté de la droite traditionnelle incarnée par l'UMP. Le parti distille ses thèmes sur le forum du Front de libération national alsacien, tout comme certains courants bretonnants.

En 2004, le parti obtiendra aux régionales en Alsace quelque 9,42 % des voix, ne pouvant pas se maintenir au second tour ; il n'appellera pas au vote FN, argumentant que "*nos programmes sont beaucoup trop contradictoires sur la région et l'Europe*". Robert Spieler quittera la présidence lors du premier trimestre de l'année 2006, désirant se consacrer à l'animation de "Strasbourg d'abord", en vue des Municipales de 2006. Mais c'est surtout Défense de notre identité qui le motive, un lieu de rapprochement avec les frontistes et les gens de Solidarité alsacienne, qui se veut être une association soutenant les sans-abri à travers la distribution d'une soupe au cochon.

En outre, des militants du FNJ soutiennent cet élan unitaire, tout comme Roland Hélie, le représentant local du Club ligne droite animé par le frontiste Jean-François Touzé.

Le huitième congrès se déroule le 17 mars 2007 avec la présence de 200 délégués et un rajeunissement interne. Robert Spieler est reconduit dans ses fonctions de président, le conseil d'administration étant élargi pour les prochaines échéances électorales, tant législatives que municipales. Le nouveau vice-président est Christian Chaton, conseiller régional de Sainte-Marie-aux-Mines. Le groupe aura donné un parrainage à J. M. Le Pen, sans beaucoup plus de convictions, accueillant cependant Roland Hélie de Synthèse nationale, Pierre Vial de Terre et Peuple, Jean-Yves Le Gallou de la fondation Polémia, et quelques délégations étrangères.

ALTERNATIVE

Bulletin dirigé par Michèle Castagne.

Adresse : BP 231-07 - 75327 Paris cedex 07.

ALTERNATIVE EUROPÉENNE

Tendance issue du mouvement solidariste Nouvelle Résistance qui éclatera en 1996 et qui donnera naissance à ce groupuscule. Il se montre particulièrement autonomiste, son implantation se résumant à l'Alsace.

ALTERNATIVE NATIONALE

Création au début de l'an 2000 par les conseillers régionaux du MNR mégrétistes exclus de leur parti en Aquitaine : François-Régis Taveau, Eddy Marsan et France Prenat, condamnant les positions de leur chef qui seraient identiques à celles du FN. Ils publient un journal du même nom et prennent des contacts avec d'autres exclus, comme Dominique Michel, du Var, et des gens du Nord. Un quatrième conseiller sur cinq, Michel Courtois, les auraient rejoint.

ALTERNATIVE TERCÉRISTE

Ce bulletin solidariste né à la fin des années 80 a été repris sous une nouvelle formule en 1990, devenant la "*Feuille de combat des Tercéristes radicaux*". Dirigé depuis la ville de Nantes par Christian Bouchet dans une optique "*nationale-bolchévique*" allemande de la tendance incarnée par les thèses de Ernst Niekisch, ce groupuscule ultra sectaire condamne par avance toutes les positions et activités des groupuscules proches. Comme pour mieux brouiller les pistes, il se dit n. r. . . . et emprunte des textes de "combattants d'ultra-gauche" comme ceux du militant maoïste Frédéric Oriach. Les orientations défendues sont ostensiblement pro-irakiennes et pro-libyennes, le tout assaisonné de beaucoup d'anti-américanisme, comme en attestent les actions des Comités contre Mac Donald, actifs dans une quinzaine de villes en 1991-92. Il reprend également les thèmes défendus par Franco-Giorgio Freda en ce qui concerne la constitution d'un pôle alternatif à la société.

AMICALE DES CENTURIONS

Dirigée par M. Sergent, elle regroupe d'anciens putschistes de l'OAS. En 1981, 200 "anciens" fêtèrent le 20^e anniversaire du soulèvement d'Alger.

AMICALE DES RENTIERS-VIAGERS

Noyauté par des nationalistes.

AMICALE FINISTÉRIENNE DES NATIONAUX

Créée en 1986, elle a d'abord joué le rôle d'une structure unitaire locale, avec notamment les militants solidaristes du Mouvement nationaliste révolutionnaire. Puis elle deviendra néo-nazie, profondément antisémite et révisionniste.

Elle publie un petit bulletin : *De l'Atlantique à l'Oural*.

Dirigeant : Robert Gelci.

Rédacteur : Georges Cazalot.

AMICALE NATIONALE DES ANCIENS DES CHANTIERS DE LA JEUNESSE FRANÇAISE

Association composée pour beaucoup d'anciens pétainistes avoués.

La section de la Région parisienne dispose d'un certain nombre de contacts.

AMIS D'ANTOINE ARGOUD (LES)

Association de nostalgiques de la Collaboration et de l'OAS.

AMIS DE BARBIE (LES)

Appellation d'un groupe de 20 à 30 "skins" fascistes qui ont participé au défilé pour la Jeanne d'Arc de 1985, et se sont d'ailleurs heurtés au service d'ordre des organisations nationalistes ou nationales. Ils sont inspirés par Batskin, le meneur des Jeunesses nationalistes révolutionnaires.

AMIS DE FRANÇOIS DUPRAT (LES)

Cette association, créée dans les années 80 en mémoire au militant nationaliste assassiné, organise régulièrement des cérémonies en son hommage qui sont suivies par de nombreuses personnalités issus de groupes nationalistes ou proches.

Président : René Dayras.

AMIS DE JEANNE D'ARC (LES)

Association et revue du même nom et de parution trimestrielle depuis 1953 ; le général Maxime Weygand en fut son premier président d'honneur, le président étant Pierre Virion jusqu'en 1988.

Proche des catholiques intégristes.

Vice-présidents : A. Joannem, A. Lecoq.

AMIS DE L.-F.CÉLINE (LES)

Association créée le 18 octobre 77, ayant pour objet de faire connaître l'œuvre intégrale de Louis-Ferdinand Céline.

Siège : 5, rue Las Cases - 75007 Paris.

AMIS DE LA MAISON DE FRANCE (LES)

Association royaliste créée en 1984.

AMIS DE LA POLICE ET SÉCURITÉ (LES)

Association lancée par la FPIP et son président Philippe Bitauld en mai 1987 pour soutenir le combat de la Fédération professionnelle indépendante de la Police et son bulletin *Police et sécurité*. Elle développe une idéologie sécuritaire.

Secrétaire général : Bruno de Neyrien. Président-adjoint : Jean-François Galvaire. Trésorier : Arnaud Folch. Membres d'honneur : Pierre Descaves, Roland Gaucher, Roger Holeindre, Martine Lehideux, membres du FN ; Jean-Claude Goudeau (*Minute*), Pierre Pujol (Restauration nationale), François Romerio (Légitime Défense), André Girrese (ancien président de la cour d'assises de Paris), François Garsi (préfet honoraire).

Ils sont organisés en une dizaine de délégations régionales et comptaient en 1989 un millier d'adhérents. Son but est "[...] *de regrouper des hommes et des femmes qui, unis par une communion d'idées et de principes, sont soucieux d'aider un journal conçu par des policiers attachés à l'idéologie sécuritaire*".

AMIS DE NOTRE-DAME DE LA GARDE (LES)

Tendance proche de l'intégrisme catholique.

AMIS DE PAUL RASSINIER (LES)

Association éphémère créée par le militant négationniste Pierre Guillaume.

LES AMIS DE RAOUL SALAN

Voici une des innombrables associations qui ont pignon sur rue et qui font partie du paysage politique de la sphère parcourue. Elle organisera une messe en l'église de Saint-Thomas d'Aquin à Paris, le 10 juin 2006, à la mémoire du général.

Adresse : 8, rue Lakanal - 75015-Paris.

AMIS DE SAINT-LOUP (LES)

Association des amis de cet écrivain, réputé pour ses ouvrages sur les *Waffen-SS*. Elle est renforcée par des militants néo-païens issus de la Nouvelle Droite et du GRECE. Elle a notamment édité *Rencontres avec Saint-Loup* à 1 000 exemplaires, vite écoulés en 1991.

AMIS D'ÉDOUARD DRUMONT (LES)

Association en mémoire du dit homme, composé aussi de nostalgiques de la Collaboration, et lancée en 1964 dans le but de propager les écrits de cet auteur en rééditant ses textes en collaboration avec La Librairie française et des militants de L'Œuvre française. Elle ne semble plus avoir d'activités à l'heure actuelle.

Animateur : Hubert Biucchi.

AMIS DES SAINTS (LES)

"*Mensuel catholique des enfants*", recommandé par les intégristes.

Adresse : BP 53 - 81101 Castres cedex.

AMIS D'HENRI DE LA ROCHE JACQUELIN (LES)

Association défendant la mémoire de ce chouan. Publie des *Cahiers d'études* sous la houlette de son gérant : le baron de La Tousche d'Avrigny.

Adresse : 22, rue Kléber - 49000 Angers.

AMIS DU CHRIST-ROI, AMIS DES FRANCS ET DES GAULOIS (LES)

Groupe proche des traditionalistes de *Présent*, et plus particulièrement de Bernard Lugan, maître de conférences à Lyon-III. Il a organisé en octobre 1991 un "Rassemblement de la Piété française" qui regroupera 200 personnes à Martel, dans le Lot.

AMIS DU NOUVEL ART SLOVÈNE (LES) (ANAS)

Cette association vise à favoriser la promotion des groupes composant le Nouvel Art slovène (peinture, théâtre, etc.). Si, à priori, l'ANAS n'a rien d'une association politique, il n'en reste pas moins qu'elle entretient des contacts avec des groupes solidaristes ou n. r. Le groupe slovène Llaibach, qui est soutenu activement par l'association, parle beaucoup d'une "*esthétique nouvelle*" où l'élitisme est un mot clé.

Elle publie depuis 1990 *L'Appel du Cerf* ; directeur de publication : Sylvie Merieux.

AMIS DU SOCIALISME FRANÇAIS ET DE LA COMMUNE (LES)

Tendance néo-proudhonienne fascisante qui participe chaque année aux cérémonies devant le Mur des Fédérés tout en affirmant que les courants marxistes ont détourné la doctrine socialiste. Cette association a été fondée en 1966 par Jean-Marc Aimot (Défense de l'Occident) et présidée par René Dayras (PNF), les autres fondateurs étant Maurice Bardèche, Pierre Dominique, Saint-Loup. Autre responsable : Jean Ribailleur (PNF).

Pour la petite histoire, les mouvements fascisants se rendent depuis 1935 au Mur des Fédérés, comme les francistes de Marcel Bucard, Jacques Doriot, etc. Un responsable déclare : "*pour nous, NR, le nationalisme et le socialisme des fédérés ont montré le chemin de l'union des aspirations sociales et nationales de notre peuple. Nous ne sommes ni des M. Thiers ni des Gallifet et nous nous sentons solidaires de ceux qui voulaient en même temps chasser l'envahisseur et détruire l'oppression capitaliste.*"

Les Versaillais étaient des traîtres au peuple et à la nation, même s'ils se drapaient dans les drapeaux tricolores ; les fédérés, même avec leurs drapeaux rouges, étaient les défenseurs du peuple et de la nation".

AMIS FRANÇAIS DES COMMUNAUTÉS D'AFRIQUE DU SUD

Association pro-*apartheid* créée à la fin des années 70, proche du FN. Elle regroupe diverses personnalités et militants de droite traditionnelle associés à des extrémistes.

Président d'honneur : Antoine Pinay ; président : M. Albrecht ; secrétaire général : commandant François Rioual ; vice-président : Léon Delbecque (mort en 1991).

Autres responsables : Jacques Soustelle ; général Busson (ex-PFN) ; colonel Bole du Chaumont (ACUF) ; Jean-Claude Renard (UNC) ; Jean Haudry (animateur de la revue *Études indo-européennes*) ; Bernard Lugan.

Publie : *Trait d'union* à partir de 1989.

AMISRAELHALORG

Site internet logé en 2001 sur l'hébergeur *Liberty-web*. C'est un site sioniste ultra, ayant publié une liste de "mauvais juifs" à punir physiquement parce que soutenant les appels à la paix "juste" au Proche-Orient.

AMITIÉS FRANÇAISES (LES)

Groupe émanant des Comités chrétiens Solidarité par son leader Romain Marie, intégriste, organisateur des fameuses "Journées d'Amitiés françaises" qui rassemblent bon an mal an plusieurs milliers de personnes dans la salle de la Mutualité. Dans les stands se côtoient monarchistes, intégristes, FN et groupes plus "durs". C'est dans ce cadre que de nombreux orateurs ont pu commettre quelques bavures en lançant des diatribes qui leur ont valu des poursuites judiciaires pour apologie de la haine raciale et antisémitisme.

AMITIÉS FRANÇAISES UNIVERSITAIRES (AFU)

Bulletin des lycéens et étudiants de la Restauration nationale. L'AFU regroupa quelques petites centaines de militants après 68. La création de l'UNLAC pour les lycéens par M. Bertin sera un signe de bonne vitalité. Avril 1971 sonnera le glas de l'association du fait de la scission de la NAF qui emporta la quasi-totalité du "secteur jeunes" de la RN. Cela-dit, le bulletin reparait depuis quelques temps sous le contrôle de la RN dont l'implantation estudiantine reprend à partir de 1986-1987; il est intitulé *Étudiants d'Action française*.

AMITIÉS FRANCO-ESPAGNOLES

Dirigée par Olivier, Hélène Grimaldi et Catherine Renoult, cette association proche des n. r. deviendra le Cercle Franco-Hispanique. Le CFH organise fréquemment des messes à la mémoire du Caudillo, avec l'abbé Serralda dans sa chapelle Sainte-Germaine de Paris. En contact étroit avec Troisième Voie, le CFH évoluera vers des positions toutes autres que la défense du franquisme, en soutenant des groupes de

tendance solidariste. Au niveau international, Troisième Voie s'immisce dans le *Manifeste de la Nation Europe*, publié en 1986 avec de nombreux groupes étrangers. Un autre de ses présidents sera Claude Bourillon.

AMITIÉS NATIONALES

Pro-Algérie française, ils se prononcent en 1965 pour la candidature Tixier.

AMITIÉS ORANIENNES (LES)

Publie depuis quelques dizaines d'années une revue bimestrielle, *L'Écho de l'Oranie*, et se montre violemment anti-arabe et souvent proche du FN.

Directrice : Geneviève de Ternant.

Différents courants peuvent s'y exprimer librement, dont parfois des négationnistes.

Siège à Nice.

AMNISTIE NATIONALE POUR LES INTERNÉS ET VICTIMES DE LA LOI GAYSSOT

Créée en septembre 1992, cette association déclarée à la sous-préfecture de Fontainebleau (Seine-et-Marne), a pour objet "*d'ouvrir un débat contradictoire sur la question des chambres à gaz homicides durant la seconde guerre mondiale ; mener campagne pour l'indemnisation des victimes condamnées pour leur incrédulité envers les chambres à gaz [...] et obtenir leur réhabilitation morale*".

La loi Gayssot a été votée en 1991 sur proposition du député communiste du même nom par l'Assemblée nationale pour combattre les actes racistes. De nombreuses associations et courants politiques d'horizons très différents demanderont d'emblée sa dissolution au regard des thèmes développés.

ANCIENS COMBATTANTS DE LA CITÉ (LES)

Tendance proche de l'intégrisme-catholique.

ANNALES D'HISTOIRE RÉVISIONNISTE (AHR)

Revue trimestrielle révisionniste niant la réalité du génocide du peuple juif lors de la dernière guerre mondiale. Publiée à partir du printemps 1987 et interdite de diffusion dans les kiosques à plusieurs reprises, notamment pendant le procès de Klaus Barbie, elle sera ré-autorisée de diffusion par le tribunal de grande instance de Paris.

Responsable : Pierre Guillaume (ultra-gauche), qui prendra quelques distances avec Robert Faurisson.

Collaborateurs : Pierre Pithou, Jean Lugaron, Jacques Gillot, Eric Delcroix, Carlo Mattogno, Henri Roques, Mark Weber, R. Faurisson, Alain Guionnet (de L'Aigle noir, ultra-gauche), Serge Thion.

Toute la prose de cette revue est consacrée à la négation de l'holocauste. Henri Roques est très impliqué dans la revue, après l'annulation de sa thèse soutenue en mai 1985 à Nantes : "*Les confessions de Kurt Gerstein. Étude comparative des différentes versions. Édition critique*". H. Roques était déjà connu bien plus tôt comme

collaborateur à *L'Europe réelle*. On voit bien dans quel contexte sort le premier numéro, et qui correspond à l'ouverture du procès Klaus Barbie à Lyon. Peu après, Jean-Marie Le Pen, invité le 13 septembre 87 au "Grand Jury RTL-*Le Monde*", parlera des chambres à gaz comme "*d'un point de détail de la guerre*".

Le siège de la revue est proche de la librairie Ogmios. Son but officiel est de proposer "*un débat public entre historiens*". Face à la répression, l'éternel avocat Éric Delcroix luttera contre ce qu'il appelle une "*loi antinationale*". Bref, c'est sous couvert de recherche historique que bien des courants extrémistes vont s'unir.

Le titre cessera sa publication en 1990 au bout de son huitième numéro avec 1 100 abonnés.

C'est un exemple où cohabitent pour le moins harmonieusement des thèmes chers à l'ultra-gauche et à l'ultra-droite, parfois inspirée par les penseurs du GRECE ; cette "méthode d'investigation révisionniste" associe dans ce cas précis les références au "situationnisme" à l'antisémitisme.

ANNÉE ZÉRO (L')

Revue théorique des *Cahiers européens*, fortement inspirée par la ligne politique radicale des groupes italiens les plus activistes. Elle s'est entourée d'un "collectif universitaire" et elle n'a publié qu'un numéro avant la disparition de F. Duprat.

Ce "*mensuel de lutte contre le régime*" fera la une de son premier numéro de mai 1976 avec ce titre : "Au combat pour la révolution nationaliste".

ANTHINÉA

Revue maurassienne fondée en 1971 par la Société de diffusion historique (SEILEC) située à Aubenas.

Responsables : Ph. Aries, P. Chaunu, Monnerot, Nguyen (responsable des Colloques Maurras), B. de Cessold (rédacteur en chef), Élisabeth de Pusy, Philippe Destombes (administrateur). Autres collaborateurs: Hervé Dubois, Roland Mousnier, René Pillorget, J.-P. Lobatut, Yves Durand.

Adresse : BP 229 cedex 75827 - 75017 Paris.

Une association du même nom est créée en 2006 par Yves Chiron, consacrée au maître de l'Action française. Elle publie un modeste bulletin trimestriel.

Adresse : 16, rue de Berry - 36250 Niherne.

ANTI-89 (L')

Périodique créé pour dénoncer la célébration du Bicentenaire de la Révolution française. Regroupe plusieurs sensibilités, des intégristes aux n. r. de L'Œuvre française. L'apogée de ses activités qui dureront deux ans voulait être un rassemblement de 500 000 personnes à Paris le 15 août 1989 ; ils seront un peu plus de 10 000 (plusieurs dizaines de milliers selon les organisateurs). C'était la "*journée de réparation des crimes de la révolution*".

Directeur : François Brigneau.

Autres organisateurs : l'abbé Aulagnier ; François Triomphe (ex-OAS) ; en outre, défilèrent l'OEF, la RN, les royalistes vendéens.

ANTIDOTE (L')

Mensuel néo-fasciste du Nord, animé depuis Lille par Le Floc'h.

APPEL DE CHARTRES (L')

Créé en 1991, ce bulletin de liaison des pèlerins de la Pentecôte est dirigé par François-Xavier Guillaume et l'abbé François Pozzetto. Il se situe dans la mouvance catholique traditionaliste.

ARGAD

Revue basée à Aix, issue du Rassemblement social européen d'origine belge, et qui noyait les anarchistes, ou du moins le tentait. Fondée sur un nietzchéisme très poussé, ses inspirateurs tentent de brouiller les cartes en présentant aux étudiants des thèses assez attirantes. Il est important de savoir que ce courant, qui ne compte que quelques individus, travaillait depuis 1969 à une véritable politique avec des cadres belges... La Belgique, où des stratégies de désinformation idéologique et des tactiques peu glorieuses pour la Constitution ont été mises à jour à la fin du dernier siècle.

ARMÉE NATIONALE SECRÈTE (ANS)

Réseau créé en août 1962 par Jeune Nation, regroupant les militants de l'OAS-Métropole "Mission III". Elle édite *Vive la France* et se livre à de très nombreux attentats à l'explosif, souvent meurtriers. Elle sera impliquée dans les complots visant le général de Gaulle. La Mission III était chargée, dans le cadre de l'OAS, plus particulièrement de l'action psychologique. Nombre des survivants de l'ANS se retrouveront plus tard dans les rangs du FN ou des groupuscules plus activistes.

ARMÉE RÉPUBLICAINE BRETONNE (ARB)

Comme d'autres courants bretonnants, l'ARB est violemment anticommuniste. Il s'agit d'un groupuscule clandestin qui par ailleurs a donné naissance aux Brigades bretonnes anticommunistes, à l'issue d'une scission fascisante du FLB-ARB en 1977. Elle revendique la destruction d'une permanence du PCF à Quimper le 10 mars 1977. Pour les *Cahiers européens*, cette opération suscite un scepticisme du fait que les ennemis du "gauchissement" sont vieux (Mordrel), relativement isolés (Bretagne réelle), ou très peu nombreux (Jeune Bretagne). De nouveaux attentats ont eu lieu en 1996 (Cité judiciaire de Rennes), puis en 1998 et 1999, avec de nombreuses cibles et d'importants dégâts causés aux objectifs attaqués. Mais la situation politique a largement évolué, et les enquêteurs resserrent leurs enquêtes sur une vingtaine d'anciens "durs", tout en étudiant de près les composantes du mouvement breton, suite aux contacts entretenus depuis des années avec le mouvement et les basques

indépendantistes qui ont été hébergés dans la région. Toutefois, cette ARB se veut de gauche, "*indépendante et socialiste*".

ARS

Petite maison d'édition créée en 1982 par l'équipe du bulletin *Fanal* à Nantes, avant de devenir l'objet des solidaristes du MNR, puis de Troisième Voie, par le canal de Christian Bouchet. Elle mène un travail de réédition de textes pour faire connaître les écrits des penseurs solidaristes ou "nationaux-bolchéviques", ou "nazis-maoïstes".

ART ET CULTURE D'EUROPE

Ce groupe proche de la Nouvelle Droite tenait à organiser différents colloques à partir de 1989. Il a disparu.

Responsables : Godeleine Valois, Véronik Bernard, Gilbert Sincir.

ART ET HISTOIRE D'EUROPE

Cette société fondée en 1985, proche des Éditions Ogmios, a réédité des auteurs nostalgiques du Troisième Reich, dont Léon Degrelle.

Gérant : Éric Luce, qui succédera à Jean-Antoine Gavini (qui gèrera ensuite les Éditions du Porte-Glaive). Marie-José Peiffer, actionnaire, a été aussi gérante de la société Surveillance Diagnostic Entreprise, qui comptait dans ses effectifs des anciens d'Ordre nouveau, ainsi que Daniel Volan, ancien membre du SAC, qui passera ensuite au FN.

ARTUS

Publication trimestrielle nantaise dirigée par Hervé Glot (ancien de *La Nation bretonne*), devenue également depuis une maison d'édition régionaliste proche de la Nouvelle Droite.

La revue est luxueuse et accueille de nombreux écrivains et poètes.

ASPECTS DE LA FRANCE (AF)

Notons tout d'abord la reprise du sigle équivalent à l'Action française interdite et dont AF se réclame. Les différents pouvoirs politiques n'ont jamais réagi alors que, au moins durant les périodes allant jusqu'à la fin des années soixante-dix, les groupes gauchistes ayant été dissous n'ont pu reprendre leurs initiales d'origine. Hebdomadaire de la Restauration nationale, il reste classiquement monarchiste de droite et anti-tout : anti-protestant, antisémite, anti-immigrés, anti-moderniste, etc. *AF* provient des *Documents nationaux* et sort des presses dès 1945 avec un alignement total sur les thèses maurrassiennes. Les structures de l'Action française, malgré l'épuration, étaient prêtes à reprendre la lutte sous couvert d'un titre "publiable". *AF* était un titre appartenant à un personnage de la Résistance qui a cédé l'appellation de son ancien journal, sous l'influence sans doute de royalistes ayant combattu le nazisme et désormais alliés à leurs rivaux collaborationnistes. Dès le début, c'est environ 15 000 à 20 000 exemplaires qui sont tirés. Actuellement, *AF* comprend des réseaux de

diffusion, les "Volontaires d'AF" diffusant parfois leur prose sur la voie publique. Le tirage est à peu près identique à celui des débuts, afin d'être présent partout par le canal de la diffusion NMPP. Une souscription permanente est nécessaire à la survie du titre, elle rapporte annuellement quelque 50 millions de centimes et beaucoup de généreux donateurs de la "Maison royale" considèrent comme un devoir de cotiser pour maintenir la tradition familiale.

ASPECTS DU NATIONALISME

Journal monarchiste de l'Union royaliste Midi-Pyrénées, trimestriel édité depuis 1972 et diffusé à 100 ou 200 exemplaires. Le "Cercle Frédéric Mistral" est une de ses émanations.

Rédacteurs : Henri Bec, Bellan, Sevilla. Autres responsables : Jean de Lombares ; Henri Gept ; Edmond de Rivières ; Philippe Bellan ; Jean Christophe Deydier ; Benoit Flourieusse.

Adresse : 39, avenue Rieux - 31500 Toulouse.

ASSOCIATION AIDE À LA ROUMANIE

Créée en 1990 par Sergiu Manoliu, un proche de Troisième Voie qui a de bons contacts avec des milieux qui ont travaillé dans le cadre de la Garde de Fer (organisation antisémite d'avant-guerre en Roumanie).

ASSOCIATION CATHOLIQUE DES INFIRMIÈRES ET DES MÉDECINS

Créé en juin 1982, ce mouvement anti-avortement est proche des courants traditionalistes, tel le Mouvement de la Jeunesse Catholique de France (MJCF)

Il publie le trimestriel *Cahiers Saint-Raphaël*, dirigé par le docteur Isabelle Henry.

ASSOCIATION CHRIST ROI DE FRANCE

Créée en 1987 par le Docteur Alain Brisart, ce groupe local catholique intégriste "rallié" à Rome est ouvertement anti-avortement et anti-démocrate.

Adresse : 10, rue Frédéric Mistral - 40100 DAX

ASSOCIATION CONTRE LA MUTILATION DES ENFANTS (AME)

Créée en 1989 et située à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), elle lutte contre la circoncision des nouveau-nés, opération dangereuse selon ses dires. Ce micro-groupuscule fondé et aussitôt disparu était animé par le négationniste Alain Guionnet, aidé de Didier Diers et Xavier Vallat.

ASSOCIATION CONTRE LE VOTE DES IMMIGRÉS

Lancée fin 1986 par Bruno Chauvierre, dissident du Front national mais toujours député, qui recrute jusqu'au plus extrême de la droite, en invitant les Faisceaux nationalistes européens à une initiative.

ASSOCIATION CONTRE LES SACRILÈGES

Formation catholique-intégriste dont le secrétaire général, Emmanuel Doussan, sera inculqué après l'incendie du cinéma "Saint-Michel" à Paris en 1988.

ASSOCIATION CULTURELLE D'ÉDUCATION POPULAIRE

Fondée en 1954 à Montpellier et présidée par Paul-Lully Burgat, elle lutte pour la conversion des immigrés à la religion chrétienne, mais sans vision raciste. Proche des catholiques traditionalistes.

Elle publie *Ensemble*, revue dirigée par l'abbé Norbert Poupenev.

ASSOCIATION DE DIFFUSION EUROPÉENNE (ADE)

Adresse : BP 245-10 - 75464 Paris Cedex 10. Elle s'occupe d'éditer divers textes.

ASSOCIATION DE LA PRESSE NATIONALISTE

Liée à l'Œuvre française et propulsée notamment par H. Coston, elle regroupe en 1975 *Le National* (FN), *Jeune Garde solidariste*, *Les cahiers* du Centre de documentation politique universitaire, *Le Trait d'union*, *Le Soleil*, *La Pensée nationale*, *L'Ordre provençal*, *Militant*, *Les Cahiers européens*, *L'Europe réelle*, *Lecture et Tradition*.

Autre militant : Noël Jacquemard.

Adresse : 27, rue de l'Abbé-Grégoire - 75006 Paris.

ASSOCIATION DE SOLIDARITÉ-SERBES DE SERBIE HERZÉGOVINE

Association créée en 1993 pour venir en aide aux Serbes de Bosnie. Le côté intéressant à souligner vient du meeting tenu à Paris, et dont *L'Événement du Jeudi* se fera l'écho fin janvier 1994 ; l'extrême droite française était censée être dans le camp des Croates, et la surprise sera de taille de voir à la tribune Yves Bataille (ex-OLP, Œuvre française, *Cahiers du CDPU* et GNR, pour ne reprendre que quelques uns de ses titres, sans oublier sa participation à la revue *Solidarités* et la création de la *Lettre de la francité* et *Seconde révolution*), Nicolas Tandler (ex-Jeune Europe et Ordre nouveau, avant de figurer au sommet de l'Institut d'Histoire sociale de Georges Albertini), Arnaud Hautbois (*Le choc du mois* et directeur de publication de *Patrie Liberté*, bimensuel de l'Alliance populaire), et Jean-François Touzé (président de l'Alliance populaire). On remarquera donc l'omniprésence des collaborateurs de la revue *Nationalisme et République*, disparue à la fin de 1993.

Yves Bataille y affirmera que "*les Serbes sont le peuple le plus francophile d'Europe*". L'idée réside dans le fait que la guerre en Yougoslavie est orchestrée par l'Allemagne et soutenue par les USA et la Turquie, et cela pour tenter de contrecarrer les projets de l'Iran pour lequel l'Islam intégriste doit être le seul représenté. Le reste de l'extrême droite évoluera progressivement en 1993 ; ainsi, *Minute* soutiendra les Catholiques croates, sans vouloir prendre de position quant à une intervention militaire française. Le FN et *Présent* s'insurgent contre les actions serbes jugées comme toujours "communistes", les gens de Nouvelle Résistance vont soutenir les

Croates, en envoyant plusieurs dizaines de militants combattre sur le front au nom de "l'autodétermination des peuples" et de "l'Europe des régions".

ASSOCIATION DE SOUTIEN À L'ARMÉE FRANÇAISE

Fondée à Paris en 1990 pour lutter contre les attaques visant l'armée.

ASSOCIATION DÉCOUVERTE DE L'EUROPE (ADE)

Association qui publie des textes nationalistes divers, dont en 1990 une brochure célèbre : *Chants d'Europe*, dont la couverture est ornée de la croix celtique surmontée d'un aigle. Elle comprend des "chants de combat, de guerre, de tradition, de mer, de bivouac, de table et divers européens".

Adresse : BP 237 - 92604 Asnières cedex.

ASSOCIATION D'ÉDITION POUR L'INFORMATION DU MONDE RURAL

Ce courant qui publiait autrefois l'*Action agricole de la France*, éditée depuis 1991 l'*Action rurale de la France* (mensuel). Il est très proche du FN et de son Cercle des Agriculteurs, bien implanté dans la Fédération Française de l'Agriculture (FFA)

Responsables : Alexis Arette, Jean Jeguin, Jean Gabard, Pierre Huet.

ASSOCIATION DES AMIS DE RIVAROL (AAR)

Les AAR ont été créées autour de l'hebdomadaire *Rivarol* afin d'organiser des réunions publiques et des ventes à la criée du titre. Différents groupes politiques ont participé à la diffusion sur la voie publique, tel que les militants d'Ordre nouveau à la suite de la dissolution de leur mouvement en 1973.

Les AAR sont organisées en sections, comme celle de Lyon. Notons que les cérémonies d'anniversaire du journal sont toujours bien fréquentées : on a pu y voir des éditeurs, dont Jean Picollec, immortalisé en 1981 aux côtés de Roland Gaucher et J.- F. Chiappe.

Adresse : 9, passage du Marais - 75010 Paris.

ASSOCIATION DES AMIS DE ROBERT BRASILLACH (AARB)

Association de fervents défenseurs de la Collaboration fondée en 1948 par le Suisse Pierre Fabre. Elle publie un bulletin, *Les Cahiers de l'AARB*, et décerne des prix littéraires.

Les premiers animateurs sont : Henri Poulain, Maurice Bardèche, Georges Blond, Jacques Isorni, Pierre Favre étant son président. Beaucoup de gens de lettres soutiendront cette initiative dont Michel Déon, Pierre Fresnay ou Jean Anouilh.

Adresse : 29, rue Rousseau - 75001 Paris.

ASSOCIATION DES AMIS DE SAINT-LOUP

Cette association sera connue du grand public après l'agression commise par un commando d'une cinquantaine de militants du Groupe d'Action Juive (GAJ) contre une réunion organisée par le Cercle Horizons, à Paris le 20 avril 1991. La charge

dans les locaux de la Maison des Mines sera particulièrement violente et atteindra les premiers arrivés, avant même l'ouverture des festivités. Au total, une douzaine de blessés, dont plusieurs gravement, et surtout une personne âgée de 71 ans, Mme Juliette Cavalier, qui restait dans le coma et pour laquelle les médecins du service de réanimation avaient un pronostic très réservé. À la mi-mai, le dossier passera des mains de la 5e division de la Police judiciaire à celles de la Brigade criminelle de Paris, Mme Cavalier étant tombée dans un profond coma qualifié par les médecins "d'état de mort clinique". Bref, le commando n'avait pas épargné les personnes âgées venues écouter un hommage posthume à Saint-Loup, alias Marc Augier. L'écrivain était un ancien rédacteur en chef de *La Gerbe*, organe de presse collaborationniste. Condamné à mort par contumace à la Libération, il revient en 1953 après avoir été amnistié. Les sionistes concernés pondront un communiqué stipulant "qu'il n'est pas question de laisser d'anciens Waffens-SS et des nervis du Front national tenir impunément des meetings au cœur de Paris", tandis que Jean-Marie Le Pen accusera la police "d'avoir reçu la consigne de fermer les yeux". En outre, il s'avérera que Mme Cavalier n'était pas présente sur les lieux pour assister à cette réunion... Les thèmes de cette réunion devaient être consacrés à "la montagne dans l'œuvre de Saint-Loup", "la moto dans l'œuvre de Saint-Loup", "l'expérience des Auberges de Jeunesse dans l'itinéraire de Saint-Loup", etc.

À cette réunion devaient participer le Parti nationaliste français et différentes personnalités, dont l'historien Pierre Vial, conseiller municipal Front national de Villeurbanne, qui se plaît à propager les idées païennes de l'auteur, et le rédacteur en chef du bulletin *Devenir*, Jean Mabire, participe aussi à ce courant. *National-Hebdo* a relaté largement l'incident dans sa cargaison du 2 mai 91, ainsi que la mort d'un vendeur à la criée de l'hebdomadaire *L'Idiot international* de Jean-Edern Hallier. Selon son directeur de publication, Fabrice Bénichou est "mort pour l'honneur de la presse", précisant en outre que "deux de nos vendeurs à la criée ont été agressés, le troisième, Fabrice Bénichou, est rentré chez lui le mardi 2 avril avec un gros hématome entre les yeux. Il a succombé peu après dans la salle de bains de ses parents." "Nous sommes tous des Juifs français", conclut M. Hallier. Selon l'organe du Front national, 200 nervis sionistes du BETAR avaient auparavant envahi une réunion organisée par l'hebdomadaire, passant à tabac Marcel Coudari, ancien otage du Liban, puis avaient agressé des vendeurs du titre, jugé trop pro-palestinien. Mme Cavalier sortira du coma vers la fin du mois de juin.

ASSOCIATION DES AMIS D'OUTRE-MER

Siège : 40, rue de Chateaudun - 75009 Paris.

ASSOCIATION DES ANCIENS DÉPORTÉS ET INTERNÉS DE SAINT-MAURICE-L'ARDOISE (ADISMA)

Créée dans le courant des années 70 pour regrouper les internés politiques du temps de l'OAS. A noter que ces personnes ayant été indemnisées lors du premier septennat

de François Mitterrand, l'association s'est auto-dissoute le 23 mars 1991, et ses 250 membres rallieront l'ADIMAD et le Secours de France. Elle publiait un bulletin régulier, nettement orienté à droite de la droite.

ASSOCIATION DES ANCIENS DÉTENUS ET EXILÉS POLITIQUES DE L'ALGÉRIE FRANÇAISE (AADEP).

Fondée en 1969 par Jean-Jacques Susini et des proches de l'ex-OAS. A noter la discorde qui va opposer l'association à l'ADIMAD, au sujet de la "disparition" de l'ancien trésorier de l'OAS, Raymond Gorel, dont la veuve attaquera MM. Susini et Hubert Bassot.

Les amis de l'AADEP répliqueront en posant toujours la même question : que devient le "trésor de guerre" de l'OAS ?

L'association appartient au Conseil national supérieur des Rapatriés.

Fondateurs : Louis P. Bertolini, Dr de Peretti, Maurice Rollet, Jean-Marcel Zagamé.

ASSOCIATION AMICALE POUR LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS MORAUX ET MATÉRIELS DES ANCIENS DÉTENUS POLITIQUES (ADIMAD)

Cette structure intègre des anciens prisonniers de l'époque de la guerre d'Algérie.

Président d'honneur : colonel Bertrand de Sèze.

Vice-président d'honneur : Jean Assemat.

Président : Jean Gardes (ACUF). Vice-président : Robert Gazettes. Trésorier : François Rioual. Autres responsables : Yves Gignac, P. Lassalle, G. Lamarque, Alain de Sancy, Jean Servily.

L'association compte 4 000 adhérents, renforcés par les militants de l'ADISMA, et dispose de deux locaux, à Paris et à Carmoux en Provence (la région Sud est dirigée par Jean-Paul Piclet, Maurice Crespin, Melchior, Calandra, Nicole Orsatti, Francis Colombo, Alain de la Tocnaye, Jean-Pierre Barone, Roger Pareau, Bernard Bricet, Patrice Léonard).

Elle publie *Le Bulletin de l'ADIMAD*.

En 2005, elle sera autorisée par le maire de Marignane, Daniel Simonpieri, d'ériger une stèle commémorant les "*Fusillés et combattants morts pour que vive l'Algérie française*", avec les noms des quatre militants exécutés à l'époque et des quelque 101 autres morts ; une souscription à la hauteur de 30 000 euros est lancée à cette fin. Cela deviendra une véritable affaire opposant durant des mois entiers "pros" et "antis". Au final, quelque 400 personnes, dont Roger Holeindre et l'abbé Philippe Guépin, l'aumônier du Cercle des combattants frontistes (le seul à pouvoir pénétrer dans le cimetière), participeront le 6 juillet à cette manifestation dont la programmation était minutieusement réglée et annoncée par des courants monarchistes ou nationaux et nationalistes. Le préfet de région interdira la cérémonie inaugurale, mais pas la construction de la stèle. L'actuel président, Jean-François Collin, déclarera que "*nous sommes désormais des citoyens de seconde zone*". Un communiqué suivra le décès du président de la CFE-CGC en septembre 2005. Il y sera évoqué les peines qui lui furent infligées à lui autant qu'à son père, emprisonné sur

l'île de Ré pour leurs engagements aux côtés de l'OAS pendant la guerre d'Algérie, et le soutien constant du défunt, adhérent et souscripteur de la fameuse stèle. L'association appellera à manifester le 3 novembre contre les propos du président algérien M. Bouteflika, accusé de nier les bienfaits de la présence française en Algérie. L'appel à manifester est co-signé par le Cercle national des combattants, le Cercle d'amitiés françaises juives et chrétiennes et des responsables de l'AGRIF. Le noyau responsable de cette mobilisation n'est autre que le Comité d'action pour le respect de la mémoire des civils et des militaires morts pour l'Algérie française, dont le délégué général est Pierre Descaves. D'autres associations organisent pendant la même période des initiatives, tels que Carré-bleu, avec une conférence sur le "*rôle positif des français durant la colonisation*" à Toulouse le 7 octobre. L'Union nationale des Français d'AFN organise de son côté une conférence sur l'Islamisme le 19 octobre à Montpellier, animée par Jean-Claude Pérez, ancien de l'état-major de l'OAS en Algérie. Ces animations seront relayées dans *Présent*, ce qui ne veut pas signifier que ces associations sont orientées dans un camp précis.

Bien des manifestations se dérouleront en 2006 et 2007. Certaines à l'initiative de multiples associations pour commémorer les pieds-noirs morts ou disparus lors de la guerre d'Algérie, comme le 5 juillet à Vence, tandis que le Comité national de liaison des harkis adopte une "charte des droits des harkis", présentée à l'ensemble des candidats à la présidentielle. Une messe "*en mémoire des victimes de la fusillade du 26 mars 1962 à Alger, du massacre des Oranais le 5 juillet 1962, des harkis et pour tous nos disparus en Algérie*" sera célébrée le 24 mars 2007 en l'Église de Saint-Nicolas du Chardonnet. Une marche dite du souvenir rassemblera le 26 mars 2007 des centaines de manifestants à Paris. Et puis le Cercle Jean-Bastien Thiry diffusera son bulletin semestriel *Jean-Bastien-Thiry* (BP 70 78170 La-Celle-Saint-Cloud.). Les amis de Raoul Salan organiseront une messe à la mémoire de ce général le 9 juin 2007. Un premier forum algérieniste s'était produit auparavant, les 21 et 22 octobre 2006 à Toulouse. L'ADIMAD déplorera la profanation de la stèle de Perpignan le 6 juin 2007 ; le lendemain, plus d'une centaine de personnes participeront à la cérémonie de l'association, manifestant malgré une interdiction préfectorale, faisant face à quelques opposants. Cette association, créée en 1967 par le général Salan, compterait en 2007 quelque 2 000 membres dont 90 associations de réfugiés, selon son président, Jean-François Collin.

Adresse : 68, traverse des Loubes - 83640 Hyères-les-Palmiers.

ASSOCIATION BRETONNE

Liée au mouvement royaliste.

ASSOCIATION DE DÉFENSE DE LA MÉMOIRE VENDÉENNE

Son acte de fondation remonte au mois de novembre 2001, avec trois objectifs : rétablir la vérité historique dans les manuels scolaires, travailler à la reconnaissance du génocide vendéen par l'État français, travailler à la réhabilitation des personnages

clefs de cette période. Elle diffuse une *Lettre de Vérité pour la Vendée* et dispose d'un site internet en 2005.

Adresse : 112, bld de la Reine - 78000 Versailles.

ASSOCIATION DES BLESSÉS DU 6 FÉVRIER 1934

Groupe de défense des manifestants blessés au cours de la fameuse manifestation des ligues factieuses, dont l'objectif était d'envahir le Parlement. Proche de la Restauration nationale.

ASSOCIATION DES CERCLES FÉMININS ET JEUNES FILLES ROYALISTES

Émanation de la Restauration nationale.

Responsables en 1975 : M^{lle} Récamier, M^{lle} du Bourcs, M^{lle} H. de Cabrières.

ASSOCIATION DES COMBATTANTS DE LA LIBERTÉ EN FRANCE

Elle regroupe des exilés hongrois, et publie *Actualités hongroises*.

Contact : BP 58 - 75017 Paris.

ASSOCIATION DES COMBATTANTS DE L'UNION FRANÇAISE (ACUF)

Les racines de cette association sont à rechercher parmi les Anciens d'Indochine qui se sont retrouvés dans une "Association des anciens combattants d'Indochine et de Corée" ou "Association des anciens du corps expéditionnaire français en Extrême-Orient" dès avant la fin de ce conflit. L'ACUF se retrouvera présente dans tous les "coups de mains" montés par l'extrême droite en soutenant la lutte de l'OAS, du temps d'"Occident" à nos jours. En 1956, elle disposait de 28 000 membres, et d'un local situé 45, rue de Naples. C'est à cette époque que des liens avec l'extrême droite seront systématisés grâce à l'action de Yves Gignac (voir l'attaque du journal *L'Humanité* qui se soldera, en 1956, par quatre morts). Après beaucoup de déboires connus lors des avatars de la guerre d'Algérie, la reprise s'annoncera en 1968 par une collaboration au "Comité de soutien à la république du Sud-Vietnam" de Roger Holeindre et avec la WACL. Elle fournit ponctuellement des gros bras pour encadrer des meetings ou des initiatives de rue, comme le passant aura pu se rendre compte lors de la manifestation en faveur de l'école privée en 1984. Elle rassemble plusieurs centaines de sympathisants et publie *Le Combattant*. Pour les *Cahiers européens*, n° 139 du 10 août 1976, l'association perd toute identité, comme en attesterait son budget de 1975 : 229 500 francs ; dépenses : 52 200 francs en salaires et... 991 francs en propagande.

Dirigeants : général Salan (président d'honneur), colonel Jean Gardes (président), Yves Gignac (rédacteur en chef du *Combattant d'Indochine et de l'Union française*). Elle lutte désormais sur tous les terrains pour soutenir les régimes anticommunistes et les militants chrétiens avec des militants du FN et de la droite parlementaire.

Siège : 26, rue Saint-Joseph - 75002 Paris (siège aussi de l'Union nationale des Parachutistes et de l'Association des anciens déportés de Saint-Maurice-l'Ardoise, du nom du camp qui abritait les anciens prisonniers de l'OAS).

ASSOCIATION DES ÉLUS LOCAUX CONTRE L'IMMIGRATION ABUSIVE

Créée en 1985 par Gérard Prioux, ancien député UNR de Seine-et-Oise (1962-1967), ancien préfet, président de l'Office national de l'Immigration jusqu'en 1983, elle a participé à des colloques organisés par le FN sur ce thème.

Adresse : 130, rue de Courcelles - 75017 Paris.

ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS CORPORATISTES DE PARIS (CORPO)

La CORPO de Droit était membre de l'UNEF dans les années cinquante, et... de droite bien prononcée, avec un leader de choc : J.-M. Le Pen. Dans la CORPO, on trouvait alors des monarchistes (Pierre Boutang), des jeunes RPF (Jacques Dominati), de la "Réconciliation française" ou des "Jeunes indépendants de Paris" avec Jean Bourdier et Alain Jamet. La CORPO créa une tendance Algérie française et sera reléguée au dernier rang avec la prise de pouvoir des "Minos" (la Gauche), alors qu'elle tentait de pousser les ex-"Majos" (la Droite) à aller plus loin. A force d'incidents violents dans des cafés, un cabaret, ou dans la rue, M. Le Pen sera contraint à démissionner par ses amis. De président, il deviendra alors président d'honneur après un nouveau scandale au congrès de l'UNEF d'Aix-les-Bains : les propos tenus à l'encontre d'un prêtre et des gardiens de la Paix ne passeront pas. Cette CORPO sera le plus souvent très teintée à droite. Sortie plus tard de l'UNEF, on la retrouve au Centre universitaire de Paris-Assas où ses militants aident parfois les membres du GUD dans leurs chasses anti-gauchistes des années 70. Cependant, la CORPO joue le rôle de la modération et est jugée très timorée par les groupes activistes, comme un club de "jeunes boutonneux".

ASSOCIATION DES FAMILLES DES VICTIMES DU 26 MARS 1962

Cette structure organise notamment des messes en la faveur des victimes : *"de celles de l'Oranie le 5 juillet 1962, des harkis et de tous nos disparus en Algérie"*, comme la cérémonie du 29 mars 2005 qui se tiendra en l'église de Saint-Nicolas-du-Chardonnet. Une manifestation se déroulera à son initiative le 26 mars 2007, en souvenir avec une autre tenue le même jour en 1962 à Alger. Les manifestants, au nombre de 200 à 300, portaient des emblèmes ornés de croix ou d'autres signes, avec les noms des 61 morts de la rue d'Isly, une banderole évoquant *"un crime impuni"*. Ce défilé parisien sera précédé deux jours auparavant d'une messe célébrée à Saint-Nicolas du Chardonnet ; le 26 mars se déroulera aussi une messe à l'initiative de l'association Souvenir du 26 mars 1962.

Présidente: Nicole Ferrandis-Delvarre.

Adresse : BP 20027 - 95321 Saint-Leu-La-Forêt.

ASSOCIATION DES JEUNES COMBATTANTS, RÉSISTANTS ET PATRIOTES

Créée en automne 1958 par André Demarcq, présente sur la ville de Bordeaux. Ce groupe défend l'Algérie française. Disparu.

ASSOCIATION DES JEUNES OFFICIERS DE RÉSERVE (AJOR)

Petit groupe lié en bonne partie au FN, collaborant souvent à l'UNP des anciens paras ou à l'ACUF.

ASSOCIATION DES LÉGITIMISTES DE FRANCE

Groupe lancé en 1957 par le duc d'Anjou. Il existe sous d'autres formes actuellement.

ASSOCIATION DES LYCÉENS AMIÉNOIS LIBRES (ALAL)

Présente dans les années 70.

ASSOCIATION DES MÉDECINS POUR LE RESPECT DE LA VIE

Organisation internationale proche de l'*Opus Dei*.

Secrétaire général : Ph. Shepens.

ASSOCIATION DES RAPATRIÉS ANCIENS COMBATTANTS D'AFRIQUE DU NORD (ARACAN)

Ce petit groupe appartient à la mouvance du Mouvement Travail Patrie, et il est implanté dans 12 départements.

Responsables : présidents d'honneur : commandant Jean-Claude Chapuis, Hugues d'Alauzier. Président : Abdelkader Ramedi.

Les actions entreprises sont parfois des plus musclées, comme celle perpétrée par Hacène Arfi, qui est entré dans la Délégation aux Rapatriés de Marseille avec une bombe et une grenade en vue d'obtenir une entrevue avec le préfet...

Elle dispose dans les années 80 de plusieurs centaines de sympathisants, et publie depuis 1989 le trimestriel *Le Harka*. Son siège est à Bollène (Vaucluse).

ASSOCIATION DES SALARIÉS DE FRANCE (ASF)

Groupe domicilié à Saint-Denis (93), qui publie *La lettre de l'ASF* depuis la fin des années 80. Il regroupe un noyau de travailleurs des PTT issus de divers horizons nationalistes, et principalement du FN, ainsi que des chômeurs.

A noter que des transfuges du gauchisme ont rejoint cette association qui veut "*doter le camp national [comprendre nationaliste] d'un véritable programme national, social et populaire, et donc l'aider à avoir une assise professionnelle structurée*".

ASSOCIATION DES SOUS-OFFICIERS COMBATTANTS D'INDOCHINE ET DES TOE

Boite postale à Strasbourg ; dénoncée par la LICRA pour apologie du nazisme.

ASSOCIATION DES TURCS IDÉALISTES DE PARIS

Groupe nationaliste.

Local : 7, cité Hittorf - 75010 Paris.

ASSOCIATION D'ÉTUDE ET DE LIAISON DES INTÉRÊTS RENNAIS (AELIR)

Présidée par Claude Champaud, membre des FAR, qui sera élu aux cantonales de Rennes-Centre en 1985.

ASSOCIATION D'ÉTUDE POUR LA RÉFORME DES STRUCTURES DE L'ÉTAT (AERSE)

Créée par le colonel Trinquier, dont les prétentions étaient que, transformée en un "parti du Peuple", M. Pinay pourrait affronter aux élections présidentielles de 1965 le général de Gaulle.

Disparue.

ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES (AEIPI)

Cf. Bulletin d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales (BEIPI)

ASSOCIATION DU SOUVENIR VENDÉEN

Fondée en 1933 pour perpétuer le souvenir des Chouans de la Vendée militaire, cette association de tendance catholique traditionaliste qui siège à Cholet (49), regrouperait près de 2 000 adhérents.

Elle publie trimestriellement la *Revue du Souvenir vendéen*.

Présidents successifs : Charles Coubard, Jean Lauprêtre, Jean Lagniau.

Un certain nombre d'ouvrages a été réalisé par des membres de l'association, expression d'un régionalisme fortement teinté de Chouannerie. Elle diffuse des brochures grâce à sa propre structure d'édition.

ASSOCIATION EUROPEAN GAY SKIN ASSOCIATION

Mouvement né en 1996-97 et qui rassemble des homosexuels d'extrême droite s'habillant comme les *skins*, avec *bombers* et autres *rangers* ; ses membres sont parfois violents et xénophobes. Pour son président, Jean-François Richard, les fantasmes les plus fous sont à l'ordre du jour, comme lorsqu'il dit "*le top du SM, c'est l'imagerie SS et du Troisième Reich*".

ASSOCIATION FAMILLES DES VICTIMES CIVILES ET MILITAIRES DE CHARLES DE GAULLE

Animée par le colonel Moinet, qui défilera le premier mai 1999 en compagnie des mégrétistes, affirmant avoir envoyé un télégramme à M. Le Pen comme quoi il trouve révoltant de voir, lors d'une consultation électorale, un "*ticket Le Pen-Charles de Gaulle*", le petit-fils du célèbre général.

ASSOCIATION FRANÇAISE DES SCOUTS ET GUIDES CATHOLIQUES

Cette association a été créée en 1979 dans le Val-d'Oise sous le libellé "Scouts et guides Catholiques de France", avant de devoir changer de nom suite à une plainte des "Scouts de France" qui ne tiennent absolument pas à être amalgamé avec cette fraction. La formation sera connue publiquement en 1996, à propos d'une subvention de la mairie de Versailles (où le mouvement est particulièrement implanté, notamment à la paroisse de Notre-Dame-des-Armées) et qui sera aussitôt suspendue par le député-maire. Elle est initiée par des traditionalistes ; ses membres ont défilé lors des "Jeanne d'Arc" frontistes. Ses effectifs se monteraient à quelque 2 000 adhérents, surtout localisés dans l'Ouest parisien.

C'est un drame survenu en mer, le 22 juillet 1998, qui fera parler à nouveau de l'association. Des jeunes pré-adolescents ou adolescents n'auront pas réussi à terminer leur promenade en mer en Bretagne, et ce seront ainsi quatre jeunes qui périront, ainsi qu'un plaisancier venu les secourir. Ces jeunes venaient en séjour depuis l'organisme de Mantes-la-Jolie "Centre marine-éducation jeunesse". L'ensemble des cadres du mouvement scout traditionnel dénoncera les conditions très dures imposées aux jeunes, l'encadrement para-militaire, les messes en latin. Peu auparavant, quelques dizaines de "Scouts d'Europe" avaient été victimes d'insolation lors d'une messe en latin.

L'abbé Cottard, responsable de ce groupe de jeunes, sera mis en examen pour *"homicides et blessures involontaires par manquement délibéré aux obligations de sécurité et de prudence"*. Ce prêtre, membre de la Fraternité Saint-Pie X, sera défendu par un avocat proche de cette mouvance, Dominique Rémy, et soutenu par la totalité des familles qui demanderont en outre sa libération immédiate. Les obsèques des jeunes victimes se dérouleront à Mantes (Yvelines) et rassembleront plusieurs milliers de personnes, dont les "Scouts marins", ceux de Riaumont, tous en uniforme. Ce groupe est proche des "Scouts Godefroy de Bouillon". Ils n'ont jamais entretenu des liens avec l'Église de France et moins encore avec le ministère de la Jeunesse et des Sports...

ASSOCIATION FRANÇAISE DES INTERNAUTES NATIONALISTES

Groupe ayant créé le premier site nationaliste sur internet à la fin des années 90. Il se rapproche des mégrétistes par la suite, son titre est le Cyberpartiote.
members.xoom.com/cyberfront/index.htm

ASSOCIATION FRANÇAISE POUR LA DÉFENSE DE LA CULTURE

L'AFDC est créée au début des années 1970. Elle s'avère si proche du GRECE au point d'être perçue comme un de ses satellites.

ASSOCIATION FRANCE-ASIE LIBRE (AFAL)

Elle organise les réfugiés et les partisans de la *"résistance indochinoise et anticommuniste"*.

Adresse : 22, rue Planchat - 75020 Paris.

ASSOCIATION FRANCE-VIETNAM DU SUD

Créée en 1964 par Roger Holeindre dans l'espoir d'obtenir des subsides du gouvernement sud-viêtnamien. Devant le peu d'audience recueillie, une alliance se conclut en 1968 avec "Occident" pour créer dès le mois de janvier un "Front uni de soutien au Sud-Vietnam". Disparu.

ASSOCIATION FRATERNITÉ CALÉDONIENNE

Anti-indépendantiste.

ASSOCIATION HISTOIRE ET CULTURE

Cette association est citée notamment dans certaines publications royalistes, et plus particulièrement en Lorraine ; son "Cercle Pierre Gaxotte" organisait ainsi une conférence du général Pichot-Duclos sur le sujet "Les guerres secrètes de la mondialisation" le 17 novembre 2004 à Laxou (54).

ASSOCIATION LES AMIS DE PIERRE GRIPARI

Créée en 1991 pour diffuser les idées de cet écrivain décédé.

Pierre Gripari s'était rendu célèbre pour ses nombreux ouvrages, dont beaucoup s'adressaient aux jeunes enfants. L'association regroupe des personnalités du secteur de l'édition. Rappelons que cet auteur a été militant PFN, sympathisant actif du GRECE, et qu'il collaborait à Défense de l'Occident.

Président : Gilles Bourquin.

Animateurs : Anne Martin Conrad, Vladimir Dimitrijevic.

ASSOCIATION LES PETITS FRÈRES DU MONDE

Elle désire venir au secours des plus démunis.

ASSOCIATION MARIUS PLATEAU

Monarchiste, elle regroupe des anciens combattants et organise diverses manifestations sur des thèmes d'actualité. Son nom est celui d'un militant de L'Action française.

Secrétaire général : Guy Steinbach (RN).

Son secrétaire général se détermine en 2005 comme *"un ancien d'Action française"* et désire transformer le groupe en *"Association Marius Plateau, anciens combattants et anciens d'Action française"*. Pierre Pujo s'exprimera dans les colonnes de l'Action française en date du 3 novembre 2005 pour stigmatiser M. Steinbach qui transformerait l'association en un club de retraités d'AF, accusé de vouloir prendre sa retraite politique en reprenant ses termes : *"Nous pouvons regretter le temps des ligues et des camelots du Roi, mais il nous faut constater l'échec de leurs méthodes"*. M. Pujo assimilera ces propos à baisser les bras devant la République honnie, en rappelant les faits d'armes des *"héritiers des camelots du Roi"* depuis 1990, en signalant *"le coup de notre jeune ami Olivier Kimmel, faisant irruption au cours d'une séance du Sénat, le 12 mai, vêtu d'un simple string tricolore et arborant des*

'non' sur ses fesses. Un moyen audacieux de faire la propagande du non". Beaucoup de militants se reconnaissent à travers l'association en cette période, et l'on comprendra les enjeux ; plus particulièrement, les deux rivaux issus de la dernière scission de l'AF s'y affronteront.

ASSOCIATION MUSICALE EUROPÉENNE (AME)

Ce groupe *skin* proche des courants néo-nazis désire créer un courant européen, mais sans grands résultats...

Responsables : "Ritchi" (du PNFE), Gwénolé Le Lagadec, Emmanuel Pirotte.

Groupes locaux en Bretagne : *Bagadou stourm* (Morbihan) ; Unité blanche (Loire-Atlantique). A Marseille, l'association regroupe fanzines et groupes musicaux dans la mouvance *skin* nationaliste.

ASSOCIATION MUSIQUE ET TRADITION

Adresse : 90, rue de Villiers - 75017 Paris.

ASSOCIATION NATIONALE DE SOUTIEN À LA CANDIDATURE DE TIXIER-VIGNANCOURT

Créée à l'occasion des élections présidentielles de 1965 et coordonnant les "Comités Tixier" et les "Comités jeunes Tixier". Cela a été vrai surtout pour la collecte des fonds nécessaires à une vaste campagne nationale.

ASSOCIATION NATIONALE DES FRANÇAIS D'AFRIQUE DU NORD ET D'OUTRE-MER ET DE LEURS AMIS (ANFANOMA)

Créée en 1956, elle a regroupé selon ses dires jusqu'à 200 000 adhérents venus de diverses structures d'anciens combattants. Si cette association se veut résolument apolitique, elle a dans le passé soutenu la candidature de Jean Royer, maire de Tours, aux élections présidentielles de 1974. De nombreux militants nationalistes, et plus précisément du FN, y militent et détiennent des mandats parfois importants. Cependant, le rapport de force n'est pas favorable au FN, puisque sa tendance, organisée derrière Pierre Descaves, n'obtiendra que 27 % lors du congrès national de 1989.

Publie *France Horizon - Le cri du Rapatrié*.

Président : Jean Augeal.

En 2005, elle organisera le 10 mars une messe à la mémoire de Bastien-Thiry.

Adresse : Maison des rapatriés - 496, rue Paradis - 13008 Marseille.

ASSOCIATION NATIONALE DES PROPRIÉTAIRES RURAUX

Soutient la candidature Tixier en 1965.

ASSOCIATION NATIONALE PÉTAIN-VERDUN (ANPV - 1)

Scission de l'Association pour défendre la Mémoire du Maréchal Pétain en 1972 et œuvre de Robert de Périer, qui sera accusé en 1976 de détournement de fonds. Un

nouveau président est alors désigné : Hubert Massol, ancien candidat en faveur de Tixier-Vignancourt, fort célèbre pour avoir enlevé en 1973 le cercueil du maréchal Pétain à l'île d'Yeu et l'avoir transporté en camionnette sur les Champs-Élysées. Dans la continuité des histoires de "gros sous", Massol accuse Périer, en 1982, d'un détournement de quelque 3 à 4 millions de francs !

Résumé judiciaire : Périer sera condamné à 1 000 francs de dommages et intérêts, Massol, conservant la présidence de l'ANPV, s'installe à Asnières avec plusieurs centaines de contacts dont feu M^{gr} Ducaud-Bourget, le responsable de l'occupation de l'église de Saint-Nicolas-du-Chardonnet par les intégristes parisiens. En 1989, son cortège de la Jeanne d'Arc rassemblait 70 militants entonnant "*Maréchal nous voilà !*"

Local : 28, bld des Anglais - 44000 Nantes. (en fait, local de la tendance de M. de Périer).

Responsable : Hubert Massol, qui appellera à voter Le Pen en 1981.

Publie: *La voix de l'île d'Yeu*, publié trimestriellement à quelques milliers d'exemplaires (5 000 exemplaires officiellement).

ASSOCIATION NATIONALE PÉTAİN-VERDUN (ANPV - 2)

Issue de l'épisode précédemment relaté, Robert de Périer va créer "son" ANPV, basée à Nantes. Beaucoup d'encre coulera sur ces deux "concurrents" qui ne cesseront de s'entre-déchirer à coup d'actions judiciaires ! Un "jury d'honneur", présidé par l'abbé Laguerie, à l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, tentera même de trancher la question.

L'association sera peut-être moins extrême que sa concurrente quant à ses prises de positions politiques. Les deux ANPV, tout comme l'Association pour Défendre la Mémoire du Maréchal Pétain (ADMP) – créée en 1952 par le général Weygand et le champion de tennis Jean Borotra –, organisent des pèlerinages annuels et des messes à l'île d'Yeu.

Elle publie dès 1990 *L'appel de Douomont* trimestriellement, en se montrant volontairement plus "dure" que l'ADMP et ce malgré la présence des mêmes courants en son sein. Elle dispose de contacts avec "le Comité franco-hispanique" proche de la néo-nazie CEDADE espagnole.

L'histoire conflictuelle entre ANPV et ADMP datant de 1976 sera de la "petite histoire" quant on connaît le déballage sur la place publique qui opposera le fondateur Robert de Périer avec celui qu'il avait pourtant intronisé à la présidence, Hubert Massol, pour une histoire de détournement de chèques imputés au nom du fondateur. C'est un peu la raison de la rupture consommée entre l'ANPV de Nantes, mieux pourvue en moyens financiers, plus radicale et allant participer aux cérémonies en faveur du général Franco en compagnie des néo-nazis de la CEDADE ou pour perpétrer la mémoire du maréchal Pétain, notamment dans l'église de Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

L'autre branche (Asnières) continue ses pèlerinages à l'île d'Yeu en se trouvant parfois accompagnée de personnages ayant opté pour un style résolument *skin*.

En 1991, le 40^e anniversaire de la mort du maréchal sera célébré un peu partout dans la capitale, quelques petites centaines de personnes se rassembleront en l'église de Saint-Nicolas-du- Chardonnet pour écouter l'homélie de l'évêque Bernard Tissier de Mallerais qui appellera "*à continuer à œuvrer pour la restitution de l'honneur outragé de ce grand soldat*". D'autres messes de *Requiem* auront lieu à Nantes, Tours et Bordeaux, tandis que l'autre association en organisera à l'île d'Yeu, dernier lieu d'exil du maréchal.

ASSOCIATION NATIONALE POUR LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS DES RETRAITÉS ET PENSIONNÉS

Créée en 1985 par Jean-Yves Monier, très proche du FN.

ASSOCIATION NATIONALE POUR LE RÉTABLISSEMENT ET L'APPLICATION DE LA PEINE DE MORT (ANRAPM)

Créée sous l'influence du FN par Serge Pirat.

ASSOCIATION NOISÉENNE CATHOLIQUE POUR LA CONTINUITÉ DU RITE DANS L'ÉGLISE (ANCRE)

Le 4 février 1996, ses membres poseront la première pierre de l'église de la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X qui devrait être construite rue Jules-Ferry à Noisy-le-Grand, dans la Seine-Saint-Denis. Notons qu'à cette date la fraternité dispose d'une centaine de lieux de culte scolarisant 3 000 enfants. Deux cents intégristes feront face ce jour à une centaine de laïques qui verront défiler les scouts "Godefroy de Bouillon" en uniforme. Son "comité de soutien" comporte un grand nombre de noms connus dont l'abbé Aulagnier (second assistant de la fraternité), le duc de Bauffremont (président du Mémorial de France de Saint-Denis), Serge de Beketch, Pierre Bernard (maire de Montfermeil), le prince Sixte-Henri de Bourbon-Parme, Jean-François Chiappe (journaliste), André Delachaux (directeur de Radio renaissance), Jacques Dufilho (comédien), M. Ferré (directeur de "Radio courtoisie"), André Figuéras (écrivain), Dom Gérard (prieur de l'abbaye du Barroux), Claude Giraud (directrice de presse), le professeur Yvan Gobry (philosophe), Michel Gruneissen (président de "*Una Voce France*"), Philippe Heduy (écrivain), Pierre Magnard (professeur à la Sorbonne), le colonel Moinet, René Morel (tailleur de pierre et responsable du chantier de la restauration de la basilique de Saint-Denis), Jean Raspail (écrivain), Claude Rousseau (maître assistant à la Sorbonne).

ASSOCIATION NORMANDE POUR L'ÉVEIL DU CITOYEN (ANEC)

Association révisionniste, basée à Caen, et présidée par Vincent Reynouard, membre du Parti Nationaliste Français et Européen (PNFE) et inculpé pour avoir diffusé de la prose "négationniste". Elle publie depuis 1990 *Nouvelle Vision*.

Cet ingénieur chimiste, maître auxiliaire à Gennevilliers-sur-Honfleur, révoqué en avril 1997 pour avoir diffusé un texte révisionniste à ses élèves, récidivera en l'an 2000. Ainsi, une brochure négationniste parviendra lors du second trimestre dans des

collèges des Hauts-de-Seine, intitulée : *"les camps de concentration allemands, 1941-1945. Mythes propagés et réalités occultés"*, éditée par une soit-disante Fondation mémoire et vérité de la Déportation (et imprimée en Belgique par un spécialiste des éditions négationnistes, H. Verbeke). Tout est mis en œuvre pour influencer le lecteur : ainsi, à travers des citations exactes d'anciens résistants, l'on s'attaque au "mythe" de la tragédie d'Oradour-sur-Glane. Le texte sera interdit de circulation par le ministère de l'Intérieur.

ASSOCIATION OUVRIÈRE ANARCHISTE (AOA)

Groupuscule anarchiste dénoncé dans les années 90, et ce notamment par le "Réseau Reflex"; il s'agirait d'un disciple de la pensée d'Anselme Bellegarrigue. Son leader est Raymond Beaulaton, décédé en 1996. Le groupe est suspecté "d'anarchisme de droite". Toujours est-il que la période des années 95 à 97 laisseront pour le moins sceptique les observateurs du petit milieu des endroits les "plus ultra " des deux extrêmes, à tel point que l'on ne sait plus qui infiltre qui ou quoi.

ASSOCIATION POUR DÉFENDRE LA MÉMOIRE DU MARÉCHAL PÉTAÏN (ADMP)

Créée en 1952 cette association pétainiste, comme l'indique son nom, s'engage souvent sur des prises de position lors d'élections, comme en 1974 où elle appelle à voter Royer.

Locaux : 6, rue de Marengo - 75001 Paris. – 6, rue Notre-Dame - 33000 Bordeaux (soutenue par l'ACUF de Libourne).

Président : M. Rivollet. Autres responsables : François Lehideux (ex-commissaire à la lutte contre le chômage et délégué à la production industrielle du gouvernement du maréchal Pétain, en 1941 et 1942), Amiral Auphan, Jean Borotra (ancien tennisman et ex-responsable des Croix de Feu dans les années 30, avant d'être nommé secrétaire général à l'Education physique et sportive sous le gouvernement du maréchal Pétain), M^e Jacques Isorni (à l'origine de l'association), Yann Clerc, Lacaille, Pierre Henry, Fougeret, Rouchouze.

L'association a été traversée par quelques crises : scission de 1972 avec Robert de Périer et la création de l'Association Nationale Pétain-Verdun (ANPV); 1976, "contestations" financières ; novembre 1976, Hubert Massol rejoint l'ANPV (Massol s'était déjà distingué en enlevant le cercueil de Pétain à Douaumont en février 1973, et a été candidat de l'ARLP à Paris); avatar financier de nouveau en 1982 : de Périer sera finalement exclu en 1983 pour quelques 35 000 francs de chèques détournés à son profit. Il créera une autre ANPV en 1985 avec comme président Loïc Bauduin (inculpé dans le vol des fichiers de l'Amicale des Algériens en France et du MRAP).

En 1992, en plein cinquantième anniversaire de "la rafle du Vél. d'hiv.", les propos tenus par Y. Clerc (alors secrétaire général de la rédaction du *Figaro*) vont déclencher un vent de protestations. Il s'agissait d'une déclaration dans l'*Express* daté du 9 juillet 1992 où il déclarait que, durant sa carrière de journaliste, "[...] il a réussi à ne travailler que sous les ordres de patrons authentiquement pétainistes" en

indiquant le nom des trois patrons ayant dirigé *Le Figaro* : Pierre Brisson, Jean Prouvost, Robert Hersant et citant aussi Raymond Bourguine de *Valeurs actuelles*. En outre, il affirmera que "nous assumons tout ce que Pétain a assumé, c'est-à-dire Vichy en bloc".

En 1992, l'organigramme de l'association est le suivant : Jean Borotra (président d'honneur) ; François Lehideux (président), tous deux anciens ministres du Maréchal ; Jacques Isorni ; Yann Clerc (secrétaire général). Elle regroupe alors des gens en provenance de tous milieux nationalistes : FN, GEF, UIE (Claude Adam), RN-AF (Gérard de Lubernatis) etc. Avec des noms comme l'ancien sénateur (décédé) Raymond Bourguine, Jacques Sidos, le curé Vincent Serralda ainsi que l'ancien recteur de la mosquée de Paris St Hamza Boubakeur (selon *Ras l'front* de décembre 1993). La publication reste *Le Maréchal*, des groupes locaux publiant leurs propres bulletins : *L'Espoir* (Seine-Saint-Denis, M. et M^{me} Delzant) ; *Le lien maréchaliste-Midi-Pyrénées* avec Jean Vedel, colonel Borius, Mgr Joseph Chansou et Guy Bonnetterre, 68, quai de Tounis - 31000 Toulouse, *La voix du Maréchal* (Auvergne-Bourbonnais de Marcel Rieunier).

Des personnages connus y ont participé tels Jacques Sidos, Claude Adam ou le colonel Rémy et André Figuéras (ces deux derniers étant d'authentiques résistants). En 2004, l'association publie dans *Le Maréchal*, un plan détaillé de la ville de Vichy à l'époque de l'État français. Son adresse étant alors le 5 de la rue Larribe - 75008 Paris. Le président est alors le général Jacques le Groignec, tandis que participent au *Maréchal* Charles Migette et Léon Arnoux.

ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DE LA LANGUE ET DE LA CULTURE FRANÇAISE (ADLCF)

Créée en octobre 1986. Son responsable est Roger Degremont. Elle organise des réunions révisionnistes et d'inspiration néo-nazies, avec des liaisons parfois avec l'Oeuvre française. Une quarantaine de sympathisants sont essentiellement localisés dans la Capitale.

ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE ET LE RESPECT DES DROITS DU CITOYEN

Créé en 1985 par le FN du Loiret, dirigé par Paul Malaguti. Elle édite *La Voix du Citoyen* et oeuvre parmi les milieux socio-professionnels.

ASSOCIATION POUR LA DIGNITÉ HUMAINE

Elle veut "lutter contre la pornographie, notamment l'affichage des 36-15 dans les rues et en général de préserver les bonnes mœurs". Présidée par Martine Binder, secrétaire départementale du FN du 68.

ASSOCIATION POUR LA LIBÉRATION DE RUDOLPH HESS

Présidée par Pierre Morel, elle rassemble un large éventail de militants appartenant à l'extrême droite.

ASSOCIATION POUR LA LIBERTÉ ÉCONOMIQUE ET LE PROGRÈS SOCIAL (ALEPS)

Créée en 1967 par M. Albertini, elle regroupe des gens de la Cité catholique, des chefs d'entreprises et des militants extrémistes pro-atlantistes. Sous la couverture du libéralisme, l'équipe d'Albertini ira à la pêche aux militants nationalistes pour les faire rompre avec l'Ordre nouveau et rejoindre une droite plus traditionnelle. La première vague de ralliés comprend entre autres militants du défunt Occident : Alain Madelin, Catherine Barnay, Jack Marchal, Jean-Marc Mathieu, Alain Renault, Gérard Penciolelli.

L'ALEPS montera des opérations d'intoxication en faisant paraître des éditions pirates de *France-Soir* et de très nombreux tracts et brochures anti-socialistes, grâce à l'appui financier de milieux patronaux et à l'apport logistique de la Société Service, créée en 1973 par Mathieu, Marchal, Barnay, Renault et Penciolelli.

L'ALEPS réside dans les locaux de l'Institut d'histoire sociale (IHS), qui abrite d'autres associations, dont le centre d'études asiatiques dirigé par Christian de Bongain (alias Xavier Raufer), un ancien d'occident selon certains.

Les motivations de ces militants extrémistes qui ont collaboré à ce qu'on appelle "la Maison Albertini" sont très variables : certains rejoindront les giscardiens (Hubert Bassot, Gérard Longuet, Alain Madelin), alors que d'autres profiteront de certaines mannes financières pour continuer leur action politique, notamment au Parti des Forces nouvelles. Les candidatures de Gérard Furnon (UFBS en 1978) seront notamment appuyés par ce courant.

L'ALEPS exploite l'éternelle idée de jouer la carte de la division au sein de l'extrême droite, afin de récupérer les militants désarmés et les conduire à se ranger dans les rangs de partis plus modérés. C'est ainsi que le soutien accordé au Parti des Forces nouvelles visait à nuire au FN. De son côté, l'IHS continuera ses activités en élargissant son audience par des contacts avec les militants syndicaux.

Bref, ce courant IHS-ALEPS aura su s'étoffer en gagnant la confiance d'universitaires sérieux et de bien d'autres personnalités à priori éloignées du camp nationaliste. Un scandale éclatera lors des révélations de *Libération* concernant le financement de l'IHS, de l'UNI et de FO par des fonds américains. Les intéressés parleront de "*lien de recherche*" existant grâce à des "*subventions d'origines diverses*".

ASSOCIATION POUR LA MAJORITÉ SILENCIEUSE

Fondée en 1969 par André Piettre, pour regrouper à l'université les partisans de l'ordre. En 1974, elle prendra le nom de Sursaut.

Adresse : BP 25 - 92 Châtenay-Malabry.

ASSOCIATION POUR LA MUSIQUE TRADITIONNELLE ET WAGNÉRIENNE

Animée par Bled, Poupet, Vallier, Géliot, Cure, Galin, de Chanterac,

Adresse : 1135, résidence Rimini, 8, avenue de Choisy - 75643 Paris cedex 13.

ASSOCIATION POUR LA NOUVELLE CALÉDONIE FRANÇAISE ET RÉPUBLICAINE

Rassemble en France en 1985 des membres du FN, du CNIP, CCS et des anciens d'Algérie.

ASSOCIATION POUR LA PRIORITÉ D'EMPLOI AUX FRANÇAIS

Suscitée par le FN en 1988.

ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES ARTS INDUSTRIEUX

Accusé d'être composé d'"*alchimistes d'extrême-droite*", ce groupuscule apparenté à une secte sévirait dans le Puy-de-Dôme, selon un article du *Monde* du 4 août 1988.

ASSOCIATION POUR LA PROMOTION ET LE SOUTIEN DE LA FEMME AU FOYER

Liée à Défense familiale chrétienne, des Yvelines.

Adresse : 85, bld Pasteur - 75015 Paris.

ASSOCIATION POUR LA PROTECTION DE LA VIE ET DE LA SANTÉ (AVPS)

Caisse d'assurance mutuelle anti-IVG, fondée en 1990 par J. Rousset. Associée à l'APRIL à Lyon.

ASSOCIATION POUR LA RUSSIE LIBRE

Créée en juillet 1979 pour dénoncer l'URSS et y envoyer des revues interdites. En outre, l'association soutient ouvertement l'UNS (en français : Union Nationale du Travail), *Nationalno Troudovoi Soyouz* (NTS), structure solidariste russe clandestine fondée en 1930, et dont les militants collaborèrent avec l'Allemagne durant la Seconde Guerre mondiale. Peu après, il bénéficiera du soutien financier de la CIA.

Le président de l'association sera longtemps Francis Bergeron, collaborateur à *Présent* et candidat du FN. Il existe un comité de direction ou figure Michel Slavinski ("est et ouest" et délégué du NTS pour la France). La nouvelle présidente est Karine Leverger. Secrétaires générales : Anne-Marie Goussard, Sabine Renault-Sablonnaire et Marie-Alix Arnould, des proches de François Léotard, selon *Présent*.

En 1985, le comité de parrainage rassemble notamment Romain Marie (FN), Claude Birraux (député UDF de Haute-Savoie), Michel de Guillenschmidt (RPR), Jean-Marie Daillet (député de la Manche), Thierry Maulnier, Eugène Ionesco et François Léotard.

Activités : voyages à Moscou pour rencontrer des dissidents (Alain Madelin y participera), envoi de tracts et de journaux, organisation de colloques, etc. Un prix Russie libre de la bande dessinée a même été créé à l'occasion du 13^e Salon international de la BD à Angoulême en 1985. L'association garde des contacts avec la revue *Catacombes*, *Est-Ouest* et les Comités chrétienté-solidarité.

En bref, il s'agit d'une des nombreuses organisations à même d'établir des liens entre droite parlementaire et extra parlementaire, ou, du fait de l'entrée du FN aux parlements français et européens, entre droite "classique" et extrême droite. Encore une fois, notons la capacité des quelques anciens solidaristes à se placer aux toutes premières places.

Siège : BP 1195-16 - 75764 Paris cedex 16.

ASSOCIATION POUR LA SAUVEGARDE DE LA FOI CATHOLIQUE TRADITIONNELLE

Cette association dirigée par Paul Pedech (ancien de l'ARLP) fait paraître dans les Côtes-d'Armor un petit bulletin bimestriel : le *Bulletin de l'Entente catholique de Bretagne*. Créée en 1971, cette formation catholique intégriste est proche des lefebvristes mais tente, à l'instar de beaucoup d'autres courants, de rester entre les partisans d'Écône et ceux de Rome. Elle lutte contre le dialogue avec les islamistes et se veut profondément anti-égalitariste et anti-avortement.

ASSOCIATION POUR LA SUPPRESSION DE L'IMPÔT SUR LE REVENU ET LA RÉFORME FISCALE (ASIREF)

Dirigée par Jean-Claude Martinez, elle prend des positions ultra-libérales, proches de celles développées par la Ligue des Contribuables.

ASSOCIATION POUR L'AUTODÉFENSE NATIONALE DE L'OCCIDENT CHRÉTIEN

Comme le titre l'indique, il s'agit de militants intégristes "purs et durs", dont le thème central est la protection des jeunes filles face à la dépravation des mœurs.

ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA DÉMOCRATIE DIRECTE (A3D)

Association créée à la fin des années 80 par le député européen FN Yvan Blot. Organise divers colloques, certains en collaboration avec l'Association professionnelle des magistrats (APM, dirigée par Raoul Beteille) et la Ligue des contribuables, dont le secrétaire général Bernard Carayon assistera au colloque du 24 mars 1990.

Il s'agit d'une émanation du "Club de l'Horloge" marqué par un ultra-libéralisme anti-technocratique.

ASSOCIATION POUR LE RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Créée en décembre 1985 par Jean-Claude Martinez (FN), afin de défendre les intérêts des Caldoches victimes de dommages lors des affrontements contre les indépendantistes en Nouvelle-Calédonie.

ASSOCIATION POUR LE RÉTABLISSEMENT ET LA DÉFENSE DU BLASON DE TAVERNY

Cette association locale du Val-d'Oise est chapeautée par Léon Arnoux, responsable local du FN.

ASSOCIATION POUR LE SYNDICALISME LIBRE (ASL)

Créée par le PFN en tant qu'appendice en milieu entreprise. En fait, c'est la version "moderne" de la défunte UGT du temps d'Ordre nouveau. L'ASL n'a regroupé que quelques dizaines de militants, souvent déjà engagés dans la CFT-CSL, voire CFDT, FO, CFTC. Ses meetings centraux ne feront d'ailleurs guère recette malgré les moyens déployés dans les années 75-76 : quelques centaines de militants extérieurs pour la plupart au monde du travail, réunis à la Mutualité, qui pouvaient en accueillir 3 000. Elle disparaît progressivement de la scène politique.

Siège : 3, rue des Vignes - 77450 Esbly.

ASSOCIATION POUR L'OBJECTION DE CONSCIENCE À TOUTE PARTICIPATION À L'AVORTEMENT (AOCPA)

Président : Michel Raoult, dissident de Laissez-les-vivre.

Même adresse que S.O.S.-tout-petits.

ASSOCIATION POUR L'UNIFICATION DU CHRISTIANISME MONDIAL (AUCM) (SECTE MOON)

Fondée en France en 1968 par H. Blanchard, qui sera traduit en Justice en 1981 avec son frère Rémi pour fraude fiscale entre 1978 et 1981, les Impôts leur réclamant la coquette somme de 35 564 342 francs. Ils seront condamnés le 21 avril 1986, le président à 18 mois de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende, son frère à 4 mois de prison avec sursis et 10 000 francs d'amende, pour une fraude à l'impôt sur les sociétés de 13 millions de francs pour les années 1979 à 1981. Certains militants nationaux en font partie, parfois avec un poste de responsable.

ASSOCIATION POUR UNE NOUVELLE CULTURE

Pas franchement à l'extrême droite, elle sert à mettre en relation des membres du RPR et de l'UDF avec ceux du CNIP et de la WACL. Responsable : Michel de Rostolan.

ASSOCIATION PROFESIONNELLE DES MAGISTRATS (APM)

Créée fin 1981 en réponse aux "juges rouges" ou "paléo-gauchistes", elle revendiquera en 1985 cinq cents membres. Elle est partisane de l'application de la peine de mort ou de juridictions spéciales en matières d'affaires de drogue et de terrorisme. Sa composition tient de magistrats conservateurs ou plus liés à la droite extrême, avec l'UNI, le MIL, tout en étant soutenu en sous-main par des magistrats du FN. Elle lutte contre les "juges rouges" du Syndicat de la Magistrature.

Secrétaires généraux : Alain Terrail, Jean-Claude Dauvel, Patrick Quart.

Président : Jean Pringuez, premier adjoint de Béthune.

Vices présidents : Raoul Beteille, Anne Frémiot.

Sans la cataloguer d'extrémiste, elle représente une "tête de pont " vers certains "ultras" assez présents dans le secteur du droit.

ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DE LA PRESSE MONARCHISTE ET CATHOLIQUE

Créée en 1984 par Pierre Chaumeil, elle dispose d'environ 200 journalistes professionnels ou non. Elle a inventé un "prix Saint-Louis" qui récompense chaque année un ouvrage proche de ce courant de pensée.

ASSOCIATION RÉTAISE DES AMIS D'HENRI BÉRAUD

Elle perpétue le souvenir du journaliste écrivain lyonnais, elle publie des *Cahiers* annuels tirés à 250 exemplaires et va se recueillir chaque été sur l'île de Ré. Animateurs : Francis Bergeron, A. Sanders, Caroline Parmentier (tous de *Présent*).

ASSOCIATION SAINT-PIERRE-D'ANTIOCHE-ET-DE-TOUT-L'ORIENT

De tendance catholique traditionaliste, cette association publie le bulletin *Liban en Première Ligne* et soutient l'action d'un petit noyau de jeunes qui vivent au Liban, avec l'avis favorable de la Fraternité Saint-Pierre, située à Perpignan. Les missions effectuées au Liban sont multiples, tant humanitaires que pédagogiques, pour assurer une formation doctrinale aux jeunes Libanais chrétiens.

ASSOCIATION SAUVEGARDE ET PROMOTION DES MÉTIERS (ASPM)

Structure corporatiste voulant lutter contre "*la disparition de nos métiers par l'argent et la ploutocratie*". Les références sont empruntées aux textes de La Tour Du Pin ou de Henri Charlier.

Proche des milieux catholiques traditionalistes, elle publie depuis 1964 le bulletin bimestriel *Hommes et Métiers*, sous la direction de B. Guillemain et qui s'est par la suite rapproché de *Fragments*.

ASSOCIATION UNIVERSELLE DES AMIS DE JEANNE D'ARC

Elle célèbre notamment chaque année la fête de la Jeanne d'Arc, comme en 2006 à Cannes. Pour cette occasion, la cérémonie était sous la responsabilité du colonel Thierry, délégué départemental du Cercle national des anciens combattants. Il s'agit donc d'une structure nationale, relayée par des délégations régionales. En ce qui concerne la région du Sud-Est, la responsable est alors Bérengère Nicot-Huchédé.

ASSOCIATION VENDÉE MILITAIRE

Dirigée par Dominique Lambert, proche des Légitimistes, cette association monarchiste publie à Angers depuis 1976 le trimestriel *Savoir* et un bulletin bimestriel *La Lettre aux Amis de la Vendée militaire*. Elle diffuse des bulletins, brochures, organise pèlerinages et commémorations multiples pour défendre la mémoire des guerres de Vendée, telles les "veillées vendéennes".

Elle a organisé en 1994 un "voyage historique en Europe, sur les pas des Rois et Reines de France en exil".

Implantations : Bretagne, Anjou, Vendée, Poitou, Ile-de-France, Marseille, Nice, Lille (en composant souvent une étiquette du type "Association Vendée-Lilloise", par exemple).

Adresse : 3, rue Tarin - 49100 Angers.

ASTROLABE (L')

Fondée en 1968, cette publication fusionnera en 1977 avec le bulletin *l'Université libre* du Comité étudiant pour les Libertés universitaires. Ce bulletin catholique traditionaliste, assez proche de la ligne de la Cité catholique, s'intéresse plus particulièrement aux problèmes de l'éducation.

Des contacts entre des milieux aussi divers que le CNI et *Présent* se nouent à travers cette revue principalement anticommuniste.

Directrice : Claire Battefort.

AU NOM DE TOUS LES TIENS

Publication révisionniste parue à la fin des années 80.

AU SERVICE DES ETHNIES DE L'EUROPE !

Ce bulletin fait part des publications régionalistes, comme *La Bretagne Réelle* ou son supplément philosophique *Keltia*, des candidats aux législatives sur Paris de "Strollad ar vro" (SAV), "*fort proche de nos idées [...] aussi sommes-nous solidaires de nos camarades de SAV*".

AUMONERIE

Mensuel présenté sous la forme d'un petit bulletin parisien dirigé par l'abbé J. Emmanuel des Gravières, à partir de 1969.

Proche des catholiques intégristes de la Fraternité Saint-Pie X, il a créé un cercle de jeunes.

AUTO-DÉFENSE

Mouvement doté d'une revue dénonçant les contrôles radars et autres tracas imposés aux automobilistes. Son président est Francis Rongier, ex du CNI et membre du FN. Il s'agit d'un exemple parmi bien d'autres de l'exploitation de sentiments profonds à des fins souvent cachées.

AUX AMOUREUX DE LA SCIENCE

Ce groupe-secte animé par Daniel Winter, alias Solazaref, est installé à Teilhede (Puy-de-Dôme) et compte en 1991 plusieurs dizaines de membres installés à titre quasi permanent et 500 adhérents dont la moitié résident en France.

Il se livre à des activités alchimiques, à la fabrication de divers bibelots et à la diffusion de la prose du "gourou".

Des associations servent de relais officiels, telles "Les Portes D'or" et l'Association pour la promotion des arts industriels, fondées à Nancy dans les années 80. Par ailleurs, certains cadres de la secte viennent de Nancy après avoir été exclu du Grand Orient de France. Proches des négationnistes et du FN, leurs militants actifs ressemblent étrangement à une bande adorant les rituels et les signes distinctifs, dont l'utilisation assez systématique de motos Harley-Davidson.
Publie à partir de 1989 *Gaulois !*, trimestriel dirigé par Dominique Vadot et Michel Lardennais.

AVANT-GARDE

Bulletin n. r. de Suisse romande diffusé à partir de 1977 par Jeune Nation Solidariste, le correspondant attiré en France du Nouvel Ordre Social (dirigé par D. Battig). Dans le n° 6 de novembre 77, on trouve un texte en hommage à Drieu La Rochelle, avec une citation de Jean Mabire à l'appui. Dans un autre texte, on apprend qu'*"apparaît le produit de l'éducation sportive qui se développe en Europe depuis quelques lustres : le fasciste, l'hitlérien. Ce type assimile quelques traits du bolchevik de la guerre civile russe et du gangster américain [...] Cet homme ressemble singulièrement au type de guerrier qui jaillit dans tous les bouleversements. Il tient du croisé, du routier de la Guerre de Cent Ans, du mercenaire des guerres de magnificence et de religions, du conquistador espagnol, du pionnier puritain, du volontaire jacobin, du grognard napoléonien. Au-delà, il rejoint le soldat d'Alexandre ou de César qui, lui aussi, vécut une réaction brutale contre le raffinement. [...] Fascisme, hitlérisme, totalitaires dépassent socialisme et nationalisme, comme ils anéantissent capitalisme et libéralisme. L'action brise ces systèmes séparés, ces morphologies particulières [...] L'action brise les vieux enchaînements d'idées, elle libère aussi des hommes qui maintiennent la rigidité des idéologies. Le totalitarisme offre les chances d'une double restauration corporelle et spirituelle à l'homme du XXe siècle, à cet homme qui exige son intégrité et qui l'impose aux conditions insuffisantes qu'il a trouvées. Ce jeune ouvrier dont le corps a été restauré par le sport, l'entraînement athlétique et militaire, on ne peut le respecter dans son corps qu'en le respectant dans son âme. Il faut donc remanier à cet effet le mécanisme du profit. C'est ainsi que sport et athlétisme rendent concret le souci socialiste. Futuristes, nietzschéens annulent le socialisme abstrait de Marx et développent le problème en plein soleil"*.

Voici quelques "idées-force" de ce groupe, ami de JNS : *"Nous vivons une époque de dissolution, de décomposition. Nécessité de réinstaller un noyau, recréer une communauté.*

- *Le Bourgeois : symbole de l'impuissance, de la débilité (il est la maladie moderne par excellence...)* - *représentant de la triste humanité de notre temps.*

- *Un style : le futurisme (violence, vitesse, coup de poing, irrespect, nationalisme et révolution... - dialectique des poings... Un verbe important : débarrasser [...] Idée de la mobilisation totale.*

- *Un parti et une élite révolutionnaires, porteurs de valeurs éternelles (impulsion et tonification), héroïsme, goût du risque, volonté et action, pathos, l'action dans le détachement et l'enthousiasme sans l'espoir', idée de dépassement collectif...*

- *Solidarité, solidarisme".*

Enfin, on peut lire une publicité pour un ouvrage consacré à *La Garde de Fer*, "le plus séduisant des mouvements fascistes", et que l'on peut se procurer auprès d'un réfugié roumain.

AVENIR DE LA BRETAGNE (L')

Périodique des années 70, proche du FLB-ARB (Goulet, Y. Fouère).

Adresse : BP 103 - 22 Saint-Brieuc.

AVENIR DE LA CULTURE

Association qui serait l'antenne de l'organisation internationale Tradition, Famille, Propriété. Elle a organisé des consultations par courriers ciblés, avec une opération "TV Plébiscite". Plusieurs dizaines de milliers de personnes auraient ainsi été touchées lors de la campagne d'avril 86, puis environ 1 million à la fin de la même année.

Cette association puritaine lutte contre "le sexe diffusé à grande échelle". Ainsi s'opposera-t-elle à la diffusion du *best-seller* "Sex" de Madonna, après avoir tenté de faire interdire l'émission "L'amour en France", sur TF1.

D'après une enquête du Centre d'étude contre les manipulations mentales, l'association disposerait d'un budget de 4 millions de francs en 1991 financé par 25 000 sympathisants catholiques.

Publie *Flash Actualités*, dont le n° 58, en date de mars 2005, est intitulé : "les ravages de la pornographie". Ce bimestriel est alors situé au 6 de la rue d'Estrées dans le 7^e arrondissement de Paris, avec comme directeur de publication M. A. Bussoti.

Président : Luc Berrou

AVENIR ET TRADITION

Groupe scoutiste traditionaliste de la fin des années 90 qui est notamment présent lors de la fête du FN où il dispose d'un stand.

B

BASIC CELTOS

Groupe de "rock fusion identitaire" disposant en 2000 d'un site internet militant pour défendre la Serbie.

BAD GONES (LES)

Ce petit groupe de supporters de l'Olympique lyonnais, célèbre club de football, est composé de jeunes dont certains sont ouvertement néo-nazis. C'est ainsi que slogans nazis, drapeaux et croix gammées apparaîtront à diverses reprises sur le stade. Outre le chant scandé "*Le Führer est de retour, il va falloir rallumer les fours*", les bagarres déclenchées avec des supporters d'origines diverses sont fréquentes.

Certains supporters de l'OL inviteront leurs "collègues" de certaines tribunes du PSG. En 1992, quelque 200 jeunes ont tenté de provoquer incident sur incident, avec à la clé des propos teintés d'antisémitisme et de xénophobie. Certains passeront à l'acte : cinq d'entre eux, dont trois mineurs, seront arrêtés après avoir profané le cimetière juif de La Mouche à Lyon le 9 octobre 1992, renversant les stèles, saccageant des tombes d'enfants et "bombant" des slogans néo-nazis et racistes. Les deux majeurs seront condamnés à 16 mois de prison dont 8 fermes. Arrêtés peu de temps après, ces jeunes ouvertement néo-nazis reconnurent avoir sciemment commis leur acte sans même avoir trop forcé sur l'alcool, comme ils le faisaient d'habitude dans le "virage nord" du stade. Un inculpé déclarera carrément à la Police : "*J'ai choisi un cimetière juif car c'est tout ce que j'avais sous la main, et je voulais qu'on parle dans la Presse des néo-nazis lyonnais, et qu'on en parle dans le style de Carpentras*".

BATAILLON BASQUE ESPAGNOL (BBE)

Groupe clandestin terroriste ayant fonctionné à la fin des années 70 et dans les années 80 pour des actions ponctuelles, tel que le vol d'armes de la caserne de Foix. Ses quelques militants n'hésitent pas à déclarer qu'il faut "*[...] créer des troubles, par des actions style Brigades Rouges*".

BÉDÉSUP

Créé en mars 1979 par Jean-Claude Faur (ancien candidat FN aux élections régionales de 1986) à Marseille après une scission de "Haga Sup". Il se veut le "*magazine de l'image et de la bande dessinée*". Tirage : environ 2 000 exemplaires.

Son créateur s'entoure de gens connus politiquement : Alain Sanders (*National Hebdo, Minute, Présent, Action française*), Francis Bergeron (*Valeurs Actuelles*, et de son vrai nom Philippe Colombani, conseiller régional des Yvelines).

Autres collaborateurs : Henri Laval, Michel Leblanc, Thierry Pfister (pas celui du *Monde*), François Bourgeon. On y apprécie tout ce qui est situé à la Nouvelle Droite.

Il adhère à la structure du FN "Entreprise Moderne et Liberté" et participe à la fête des "BBR" en 1991. Pour répondre aux accusations d'appartenir à ce camp politique, le responsable rappellera sa participation à la fête des "BBR" mais aussi à celles du PS ou de l'UDF.

Un album du dessinateur devenu "révisionniste" a été édité conjointement avec les Éditions nationales (FN) et préfacé par Bruno Mégret.

La Lettre De Bédésup sera transformée en *Pas De Panique à Bord* et des contacts avec le GRECE auraient été tissés.

BETAR (OU BÉTAR)

Groupe sioniste violemment anticommuniste lié au Likoud (parti de droite israélien), qui s'est ainsi illustré avec des militants droitistes pour "casser du gauchisme". Ce mouvement est en réalité très ancien car il remonte bien avant la création de l'Etat hébreu, puisqu'il avait pour objectif d'inciter les jeunes à immigrer vers Israël. Son service d'ordre est redouté des militants pro-palestiniens tout comme des néo-nazis de la Fane et consorts. Le Betar organise principalement des jeunes étudiants. "Œil pour œil, dent pour dent" semble être leur devise, tout comme pour l'Organisation Juive de Défense (OJD) dont l'idéologie n'est pas tout à fait comparable. Avec le temps, ses militants ont été amenés à la protection des cortèges étudiants de 1986, en compagnie de militants extrémistes de l'autre bord. Si depuis le début des années 70 ses quelques centaines de militants font régulièrement le "coup de poing" contre tous les opposants, des alliances se noueront sur le terrain avec des "fascistes", comme ce fut le cas à plusieurs reprises lors des affrontements avec les étudiants de gauche de la faculté d'Assas. On cite aussi l'OJD qui serait son bras armé en enrôlant des "durs" particulièrement bien entraînés chargés eux-mêmes de recruter des jeunes scolarisés ou non, venus du quartier du Sentier ou de bandes organisées de Sarcelles, Bagnolet, Fontenay, Montreuil ou des Lilas.

Ses militants feront parler d'eux en 2002 en s'opposant à plusieurs reprises violemment aux pacifistes et partisans d'un État palestinien, parfois en tenue de groupe, un *sweat* blanc orné d'un lion. Ils seraient quelques petites centaines. Son appellation d'origine, *Bétar Tagar*, signifie en hébreu Forteresse et défi. En 1990, son dirigeant est Mosche Cohen, sous-lieutenant de l'Armée israélienne et ils étaient alors entre sept et neuf cents.

BIBLIOTHÈQUE JEANNE D'ARC

Cette association dispose de nombreux ouvrages contre-révolutionnaires, de tendance catholique intégriste, et souvent "négationnistes" (révisionnistes) et antisémites (notamment les œuvres d'Edouard Drumont, entre autres).

Parrainée par un comité où l'on retrouve le colonel Château-Jobert, M^e Isorni, Marc Dem ou encore André Figueras et active dans la fin des années 80.

BIBLIOTHÈQUE SAINT-MICHEL

Dirigée en 2004 par Michel Martenot, elle lance de fréquents rappels dans les colonnes du quotidien *Présent* pour relancer son *Annuaire légitimiste* 2005.
201, rue Sainte-Christine - Le Mourillon - 83000 Toulon.

BICENTENAIRE LOUIS XVI

Fondé par Jean Raspail en 1992, ce groupe monarchiste désire obtenir la commémoration officielle de la décapitation de Louis XVI.

BIS-SKIN-KORPS

Groupe musical *skin* de Rouen.

BLEU-BLANC-ROUGE SKINHEADS

Fanzine *skin* nationaliste créé à Montreuil-sous-Bois en 1985.

BLOC IDENTITAIRE

Il s'agit de la reprise sous un nouveau nom de feu "Unité Radicale", dissoute par le pouvoir suite à l'attentat commis par Maxime Brunerie contre le président Chirac le 14 juillet 2002. C'est près de 80 délégués qui participeront au congrès fondateur les 5 et 6 avril à Mâcon, en région lyonnaise, où ils affirment être bien implantés et estimés, notamment de la part de professeurs de Lyon-III. Par contre, les difficultés persistent avec d'autres courants, des incidents ayant émaillé une soirée à caractère privé avec des jeunes de l'Œuvre Française.

Sur les neuf dirigeants déclarés, on retrouve les deux responsables Fabrice Robert (président) et Guillaume Luyt. Selon le président, le noyau dur compterait une centaine de militants, après avoir exclu "*les trisomiques et les provocateurs*". Les Jeunesses Identitaires continuent leurs activités, mais sont réservées aux plus jeunes qui "*ont besoin de se défouler*"... Philippe Vardon les représentera au bureau. L'objectif est de paraître crédible, pour recruter en priorité parmi les troupes du FN, et puis chez les PME ou autres agriculteurs. Il est aussi question de formation, de création d'associations de soutien autant alimentaire que scolaire "*pour les petits blancs*".

Grâce à leur travail chez les mégrétistes, ils affirment avoir recruté 90 % des cadres du Mouvement National de la Jeunesse. Pour autant, leur ligne politique n'est pas très claire, et cela s'avère logique vu la provenance très hétéroclite des militants: monarchistes, nationaliste-révolutionnaires, catholiques traditionalistes, etc. Le bloc en 2003 prendra l'affixe de Mouvement Social Européen, ce qui n'est pas anodin. Le trio des responsables restera identique: Guillaume Luyt, vice-président de l'association Les Identitaires; Philippe Vardon président délégué au travail des jeunes de l'autre association Jeunesses Identitaires, et Fabrice Robert, président du Bloc. Les prétentions au développement seront à relativiser, comme en témoigne la participation d'une soixantaine de militants aux "assises identitaires" du mois d'avril.

La seconde "fête de l'identité et des libertés" se déroulera à Versailles le 15 novembre 2003 ; hormis des gens du bloc, il y aura aussi des militants du MNR, dont Jean-Yves Le Gallou, et puis les ex-mégréétistes tels Pierre Vial, de "Terre et Peuple", Gilles Soulas, éditeur d'ouvrages à consonance négationniste et sa femme Louise Alaux, ancienne trésorière du MNR, tous deux cheville ouvrière de cette fête, Jean-Gilles Malliarakis ou Guillaume Faye du GRECE. Un groupe d'une dizaine de "skins" arboreront des *T-shirts* de *Blood and Honour* ou de *Hammerskin Nation*, tandis que sont vendus des insignes de la division Charlemagne des *Waffen-SS*. En outre, le visiteur pourra déambuler parmi les stands de l'Esprit public ou du Cercle d'amitié franco-espagnol. Deux journalistes seront sortis de la salle, et le visiteur Louis-Armand de Bejarry, responsable du FNJ, sera convoqué peu après au conseil de discipline du FN pour s'être affiché de la sorte.

Maurice Dantec, auteur connu pour ses "cyberpolars" et exilé au Canada, avouera en janvier 2004 son soutien au groupe, malgré quelques divergences sur la politique internationale. Il s'abonnera ainsi à leur "*newsletter*". Durant les premiers mois de cette année, le Bloc distribuera une "soupe au lard" à l'attention des sans-domicile fixe fréquentant le quartier des gares du Nord et de l'Est, ainsi qu'à Saint-Lazare et Jules-Joffrin ; le lard n'est pas symbolique, mais vise à éliminer les personnes de confession musulmane. En fait, cela se résume à distribuer une fois tous les quinze jours un repas à quelques s.d.f, histoire de faire parler d'eux, avant d'en être interdit par la préfecture de Police au mois de juin. Le 16 avril était organisé à Lille un rassemblement des Jeunesses Identitaires contre un concert du groupe de *rap Sniper* : une cinquantaine de participants, pas tous de la région, étaient présents. Le Bloc réagira vivement suite à la parution d'un article les concernant paru dans *Le Nouvel Observateur*, exigeant un droit de réponse. Il récuse les appellations de "néo-nazis" ou de "fachos": "*ces dérapages verbaux s'expliquent sans aucun doute par les succès remportés par le Bloc identitaire à l'occasion d'affaires récentes : Sniper, le mariage homosexuel à Bègles, la soupe identitaire ou encore l'affaire Battisti*". Ce dernier est un ancien militant italien d'extrême gauche jugé pour assassinat dans son pays durant les "années de plomb" et menacé d'extradition alors qu'il est réfugié légalement depuis une vingtaine d'années. Les militants lanceront de multiples communiqués violents à l'encontre de ce militant reconverti en concierge et écrivain de polars, et il affirmera dans la grande presse avoir peur de ces gens qui vont coller des affiches autour de son domicile. Le Bloc niera tout, réfutant les étiquettes qu'on veut bien lui coller, "*sauf à considérer qu'un mouvement refusant l'immigration en France et en Europe est néo-nazi*". Ses détracteurs ne seraient que quelques "*intellectuels de gauche et des droit-de-l'homme*". Il est aussi dit que "*le bloc identitaire n'est en rien une continuation d'Unité radicale. La quasi-totalité de ses membres n'ont jamais appartenu à ce mouvement. Par ce rapprochement, vous nous accusez de reconstitution de ligue dissoute. La chose est grave*". Le tout est signé Fabrice Robert, président, tandis que *La Lettre Des Identitaires* de cette période voit les signatures de Pierre Blanchot, Stéphane Bourhis, Ariane Leforestier, Philippe Vardon, Xavier Eman. Les assises identitaires de 2004 se tiendront de nouveau à

Lyon le 13 novembre. Près de 110 personnes écouteront dans le cadre de débats, d'ateliers et séance plénière les interlocuteurs suivants : Fabrice Robert, Guillaume Luyt, Philippe Vardon, Jean-Baptiste Santamaria (fondateur de Lunel-Identité), Bertrand Chevallier (Alsace-D'abord), Odile Bonnard (association SDF, Solidarité Des Français qui se veut être une association de type caritative), Maître Philibert Lepy (qui lance une Association de défense des victimes), Jean-Baptiste Haget, Jorgi Roumegas, Virginie Anquetil, Nicolas Day, Olivier Roudier, Jean-Charles Van Zee (Altermedia), Christophe Leroux, Gaétan Jarry, Marie Durey, Laurent Gouteron, Claudine Dupont-Tingaud. Les groupes représentés sont : Alsace-D'abord, L'esprit Public, la Librairie du Paillon, Montségur, et Jeune Résistance. Il y sera évoqué les liens le rapprochant des proches de Jacques Bompard, du FN, avec une formation qui leur a été offerte dans le cadre d'une association leur permettant de s'insérer dans la démarche de "l'enracinement local", autrement dit pour aller aux élections municipales dans des petites communes, sous différentes formes. Quelques incidents violents émaillèrent un rassemblement contre l'entrée de la Turquie dans la Communauté européenne, face à des opposants anti-facistes. Un communiqué daté du 10 novembre en réponse à l'interdiction du *Vlaams Blok* en Belgique leur fera dire : *"L'heure historique est arrivée où, partout en Europe, des pans entiers de la population ont compris que 'racisme', 'fascisme', ne voulaient rien dire et n'étaient que des chiffons bruns agités devant leurs yeux pour mieux les réduire en esclavage et les contraindre à accepter une invasion"*. Selon leur communiqué, les secondes assises regrouperont 140 délégués de trente départements, et une vingtaine d'invités, et les Jeunesses Identitaires tenteront de maintenir une manifestation anti-turque malgré des incidents. Nous noterons le travail en direction de "maisons de quartier autonomes", une sorte de MJC pour démontrer qu'ils peuvent aussi faire dans l'associatif et la solidarité.

Le Bloc ou ses JI nieront toute implication en ce qui concerne le procès Maxime Brunerie, dans un de leurs communiqués habituels indiquant que l'intéressé ne figurait pas sur le fichier des militants d'Unité Radicale, n'ayant que *"participé à deux manifestations d'Unité radicale sur quatre années d'existence du groupe"*, plus connu pour son engagement au MNR en tant que candidat sur une liste aux municipales de 2001 pour le compte du MNR très voisin et depuis plus lointain. Pour assurer sa ligne de défense, il est répété que UR n'est en aucun cas l'ancêtre du Bloc ou des JI, avec une formule bien rodée : *"Non. Si tel était le cas, le Bloc Identitaire ou les Jeunesses identitaires tomberaient sous le coup de la loi sur la reconstitution de ligue dissoute."* L'estimation de 95 % de membres non affiliés à UR et des "textes fondateurs" est censée prouver le reste. Le geste de M. Brunerie est donc considéré comme un mouvement de désespoir et non un geste politique. Dès lors, les communiqués de presse se retrancheront, face aux reportages des médias, sur du factuel comme les dates où sont mentionnées des collusions avec tel militant ou tel autre fait, alors que la structure légale n'avait pas vu le jour. Le groupe se sentira visé par les propos tenus le 1^{er} février 2005 par le ministre de l'Intérieur en fonction, Dominique de Villepin, qui a annoncé la dissolution de certains groupes de tendance